

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2071 - 11 avril 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Aciérie de Gandrange

**Dictature
patronale et
vaine agitation
gouvernementale**
p. 3 et 15

Olympisme

**Retour de
flamme pour
Sarkozy**
p. 7

PSA - UIMM

**Leur solidarité
contre les
travailleurs**
p. 13

Egypte, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Haïti...

Les affamés se révoltent

p. 10 et 11



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Augmentation du prix du gaz
 ■ Manifestation pour le pouvoir d'achat
 ■ Le Medef et les retraites
 ■ À propos des OGM
- p. 5 ■ Les mesures d'économies du gouvernement
 ■ Les franchises médicales
 ■ Revenu de Solidarité Active
- p. 7 ■ Jeux olympiques et le retour de flamme pour Sarkozy
- p. 16 ■ L'Afghanistan, le PS et le gouvernement
 ■ Budget militaire et caisse vide
 ■ La France et l'OTAN

Enseignement

- p. 6 ■ Le mouvement dans l'Éducation nationale continue

Fête

- p. 8-9 ■ Le programme de la Fête

Dans le monde

- p. 10-11 ■ Les émeutes de la faim se multiplient
 ■ Côte-d'Ivoire, Haïti, Égypte
 ■ Spéculation sur les produits agricoles
- p. 11 ■ Italie : législatives anticipées

Il y a 40 ans

- p. 12 ■ 4 avril 1968, l'assassinat de Martin Luther King
 ■ La grève des éboueurs de Memphis

Dans les entreprises

- p. 13 ■ PSA-UIMM, leur solidarité contre les travailleurs
 ■ PSA Mulhouse, Renault Flins
- p. 14 ■ La Redoute - Roubaix Wattrelos, La Poste - Centre de tri Saint-Priest (Rhône), Sécurité sociale - Rennes
- p. 15 ■ ArcelorMittal - Gandrange et Sarkozy
 ■ ArcelorMittal - Florange, General Motors - Strasbourg

• Sans-papiers

La démagogie anti-immigrés tue

Vendredi 4 avril, Baba Traoré, qui était sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, s'est jeté dans la Marne, à Joinville-le-Pont, pour échapper à la police. Sorti de l'eau dans un état critique, il est mort à l'hôpital d'un arrêt cardiaque. Il avait vingt-neuf ans.

Son destin tragique rejoint celui de Chunian Liu qui s'était défenestré à Belleville, à Paris, en tentant elle aussi d'échapper à la police et celui de John Maïna qui, à vingt ans, s'est suicidé quand le droit d'asile lui a été refusé. Avant eux il y avait eu Ivan, enfant tchéchène tombé

d'une fenêtre à Amiens, en fuyant la police. À Toulouse, c'était un Tunisien de vingt-quatre ans qui se jetait du quatrième étage d'un immeuble. Et combien d'autres, dont la presse a moins ou n'a pas du tout parlé ? Et combien sont morts après l'expulsion, une fois débarqués de l'avion ?

En 2007, le gouvernement s'est vanté d'avoir procédé à 23 000 expulsions. Pour 2008, Hortefeux, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, annonce que la pression sera renforcée.

Un sans-papiers qui meurt en tentant d'échapper à la police

ou se suicide, ce n'est pas un accident, c'est la conséquence de la politique délibérée que mène le gouvernement pour plaire à la fraction la plus réactionnaire de l'opinion publique. Ministre de l'Intérieur, Sarkozy avait fait de l'immigration son cheval de bataille. Aujourd'hui président de la République, lui et son gouvernement continuent de flatter les préjugés antiétrangers. Le coût humain de cette démagogie est de plus en plus élevé... ce qui n'empêche pas les ministres et Sarkozy lui-même de discourir sur les droits de l'homme.

Boris SAVIN

La logique de la politique du chiffre

La situation d'une Béninoise, à laquelle la préfecture d'Indre-et-Loire a refusé le renouvellement de la carte de séjour, illustre les conséquences dramatiques et... parfois ubuesques auxquelles peut conduire la politique du gouvernement en matière d'immigration.

Arrivée légalement en France en 2005, elle s'est mariée à un Français, qui mourut d'un

cancer en octobre 2007. En novembre, le préfet refusa le renouvellement de la carte de séjour à la veuve parce que, au regard de la loi, le délai de « communauté de vie » était trop court. Il a été allongé à trois années en 2006. Le 1^{er} avril 2008, cette personne a été arrêtée à son domicile, puis assignée à résidence.

Le soutien d'une association

et de proches a fait suffisamment de bruit pour contraindre le ministre Hortefeux à intervenir et pour que la carte de séjour soit renouvelée. Une fois de plus, ce sont les solidarités de voisinage, les réactions collectives qui ont empêché l'arbitraire des lois sur l'immigration de s'appliquer.

B.S

• Art à taux zéro

Le gouvernement soigne sa clientèle

La ministre de la Culture, Christine Albanel, a annoncé mercredi 2 avril une série de mesures destinées à aider le marché de l'art en France. Ainsi, les amateurs désireux d'acquérir une œuvre d'un artiste débutant et dont le prix serait compris entre 7 000 et 10 000 euros pourront bénéficier d'un crédit à taux zéro. Les banques leur accorderaient volontiers ce prêt car il serait

alors assimilé à du mécénat, qui leur vaudrait une réduction d'impôt.

Ingénieux système qui voit l'État aider ceux qui en ont les moyens à réaliser des placements financiers, en leur permettant d'acheter des objets dont le prix est réputé monter encore plus vite que celui des appartements.

Christine Albanel veut aussi faciliter le mécénat des

entreprises. Elles pourront elles aussi acquérir plus facilement des œuvres d'art, tout en bénéficiant des réductions d'impôt liées à ces achats.

La ministre de la Culture ne se consacre pas à trouver de l'argent pour l'art, mais à l'art de permettre aux riches de faire encore plus d'argent.

Paul GALOIS

Cercle Léon Trotsky

Derrière les groupes industriels et financiers, derrière les entreprises du CAC 40, il y a des individus en chair et en os, descendant pour beaucoup de dynasties bourgeoises. D'où vient la grande bourgeoisie ? Comment a-t-elle imposé sa loi à toute la société ? Quel a été le rôle de l'État dans son enrichissement et sa puissance sociale ?

Voilà quelques-unes des questions qui seront soulevées par le prochain

Cercle Léon Trotsky
vendredi 18 avril
à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
à Paris 5^e (métro : Maubert-Mutualité)
Participation aux frais : 3 euros

Pour tous ceux qui ont du mal à lire :
Audio-LO



Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière, Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky. Pour y accéder : www.lutte-ouvriere-audio.org

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
 e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
 Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

D'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 7 avril



Gandrange, dictature patronale et vaine agitation gouvernementale

La décision en a été annoncée le 4 avril au comité d'entreprise : l'aciérie et un laminoir seront fermés sur le site de Gandrange, en Moselle. 600 emplois sur 1 100 seront supprimés (sans parler des conséquences chez les sous-traitants). L'usine fait partie de la société ArcelorMittal, numéro un mondial de l'acier.

Lorsque le patron d'ArcelorMittal a mis la main sur l'usine, il avait promis qu'il n'y aurait pas de suppressions d'emplois. Qu'un patron fasse de fausses promesses et qu'il mente à ses ouvriers, ce n'est vraiment pas une nouveauté. En matière de fermeture d'usines, de délocalisation ou de réduction d'effectifs, c'est même la règle.

Les travailleurs d'une entreprise sont en général les derniers avertis des projets dont ils sont les victimes, planifiés souvent des mois, voire des années à l'avance. Tout est calculé pour que, le jour de l'annonce, les travailleurs mis à la porte et leur famille n'aient plus que leurs yeux pour pleurer.

Mais Sarkozy en personne s'était rendu à l'usine de Gandrange le 4 février pour promettre devant les caméras qu'il ferait tout pour qu'il n'y ait pas de suppressions d'emplois. Il avait même promis de donner de l'argent public pour aider ArcelorMittal à investir ou, à défaut, pour favoriser le rachat du site par un repreneur. Subventionner ainsi, avec l'argent de l'État, une entreprise privée qui a fait 7,5 milliards de profit en 2007 était, de toute façon, choquant. Et, de plus, inefficace.

Malgré l'offre alléchante, la proposition n'intéresse pas ArcelorMittal qui ne veut pas, non plus, revendre le site à un éventuel concurrent.

Sarkozy, sèchement renvoyé dans les cordes, n'avait plus qu'à assumer la responsabilité politique du choix fait par ArcelorMittal. C'est ce qu'il a fait en recevant à l'Élysée une délégation de représentants syndicaux pour les arroser de phrases creuses sur « l'avenir industriel du site », « la reconversion » et « la formation ». Et pour leur rapporter obligeamment de la part du patron d'ArcelorMittal « l'intention » de ce dernier

d'investir et de créer une centaine d'emplois, ce qui de toute façon, ne compense pas les emplois supprimés. Sarkozy a eu la prudence de ne pas retourner à l'usine de Gandrange !

« Les chiens aboient et la caravane passe ». Députés, ministres et jusqu'à Sarkozy parlent, promettent, gesticulent, mais c'est le patron d'ArcelorMittal qui décide. D'un seul coup, tout ce beau monde apparaît sans pouvoir face au véritable pouvoir, celui des grands patrons qui, au nom du conseil d'administration des actionnaires, ont le droit souverain de faire ce qu'ils veulent, quoi qu'il en coûte aux travailleurs et à toute la population de la région concernée. Les dirigeants de l'État sont des exécutants, chargés des intérêts politiques de la grande bourgeoisie. Mais ils n'ont pas à se mêler de la direction des entreprises et, donc, de l'économie.

Ce qui se passe pour Gandrange rappelle comment Jospin, alors Premier ministre socialiste, qui avait déjà abandonné les travailleurs de Renault à Vilvoorde face à la fermeture de leur entreprise, avait levé les bras au ciel en signe d'impuissance devant l'annonce des suppressions d'emplois chez Michelin.

Alors, que l'on se souvienne de Vilvoorde, de Michelin, de Gandrange ! C'est le grand patronat, c'est la grande bourgeoisie qui est le vrai pouvoir et qu'il faut faire reculer.

Lorsque le monde du travail en aura assez de subir les suppressions d'emplois, la baisse du pouvoir d'achat, les attaques gouvernementales baptisées « réformes », contre leurs conditions d'existence, contre leurs retraites, contre leur accès à des soins corrects, c'est le grand patronat qu'il faudra menacer dans ses intérêts, dans ses profits et jusque dans son droit de propriété. C'est à lui qu'il faudra imposer un contrôle, celui des salariés, des consommateurs ou des usagers, c'est-à-dire, en fait, de la majorité de la population.

Et c'est son pouvoir sur l'économie qu'il faudra arracher un jour, en expropriant la grande bourgeoisie, pour mettre fin à un système économique qui, pour produire du profit privé pour quelques-uns, produit aussi les inégalités, le chômage, la misère, les crises et les guerres.

Arlette LAGUILLER

• Projets du gouvernement

Des attaques contre les classes populaires

Parmi les mesures gouvernementales annoncées, certaines signifient une régression importante pour le monde du travail.

Salariés âgés et chômeurs menacés

Sarkozy a notifié son intention de supprimer totalement le système des préretraites. Cela n'empêchera pas le moindre licenciement de salarié de plus de 56 ans, puisque le gouvernement a déjà annulé toutes les mesures entravant le licenciement des salariés les plus âgés.

Mais cela les privera d'un minimum de ressources.

Dans le même temps, a été annoncée la suppression des dispenses de pointage pour les chômeurs de plus de 57 ans, couplée avec la disparition des garanties encore existantes pour les chômeurs ayant cotisé 160 trimestres.

Ces mesures ne pourraient que pousser vers la misère des centaines de milliers de travailleurs de plus de cinquante ans licenciés par leurs patrons.

Au lieu de construire des logements sociaux, on réduit les ayants droit

À défaut de construire les logements nécessaires, le gouvernement prévoit de faire disparaître d'un coup de calculatrice des centaines de milliers de demandeurs de logements sociaux. Car c'est ce que signifie l'abaissement de 10 % du plafond de ressources exigé pour avoir droit à un logement HLM. Et pourtant, le nombre de ceux qui ne peuvent se loger dans le secteur privé, où les loyers ont explosé, ne cesse de croître tan-

dis qu'il est reconnu que l'appauvrissement des classes populaires grossit sans cesse le nombre des demandeurs d'un logement HLM.

Cette nouvelle limitation de l'accès aux HLM ne suffit pas. Sarkozy a également stigmatisé les locataires qui dépasseraient le plafond de ressources (estimés à environ 90 000 personnes), menaçant de leur faire payer un sur-loyer important.

Les menaces contre le logement social ont été telles que la ministre du Logement, Christine Boutin, s'est sentie obligée

d'en faire un commentaire apaisant : seuls 1 ou 2 % des locataires sont concernés, personne ne sera mis dehors, les aides au logement seront revues mais pas supprimées. Il reste que rien n'est fait ni ne sera fait pour résoudre la crise du logement populaire.

Il serait pourtant urgent que l'État prenne en charge lui-même, avec tous les moyens matériels, financiers et législatifs dont il dispose, la construction des trois millions de logements qui font aujourd'hui défaut.

Vincent Gelas

• Prix du gaz

Les consommateurs payeront encore plus

Le gouvernement s'est montré favorable à la demande d'augmentation des tarifs formulée par Gaz de France. Après 4 % d'augmentation au 1^{er} janvier, le prix du gaz pourrait ainsi augmenter de 5,5 % dès le mois d'avril.

Cette question était dans l'air, mais le gouvernement a attendu que les élections municipales soient passées pour donner son accord. De

son côté, la direction de GDF justifie cette nouvelle augmentation en invoquant le fait que les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole qui connaissent une envolée. Peut-être, mais quand on sait que GDF a fait 2,5 milliards d'euros de bénéfices en 2007, les consommateurs sont en droit de penser que cette nouvelle augmentation est totalement injustifiée !

En fait, les raisons de cette politique tarifaire sont ailleurs. GDF doit bientôt se marier avec le groupe privé Suez ; la hausse des tarifs est la promesse d'une meilleure rentabilité encore... sur le dos des consommateurs. Sans oublier qu'au passage, par le biais des taxes prélevées sur le gaz, le gouvernement empochera 1 ou 2 milliards supplémentaires.

Roger MEYNIER

• Retraites

Le Medef en veut toujours plus

À peine l'allongement de 40 à 41 ans de la durée des cotisations pour avoir droit de toucher une retraite à taux plein, est-il décidé, que le Medef demande au gouvernement de reculer l'âge légal de la retraite à 61 ans, voire à 65 ans.

Prendre sur les profits des patrons pour financer les retraites, ça les patrons n'y pensent pas !

C'est pourtant une idée qu'il faudrait leur faire entrer dans la tête.

L.P.



• Pouvoir d'achat

Manifestation le 16 avril en Île-de-France

Mercredi 16 avril, sept organisations syndicales, dont la CGT, la CFDT, la CFTC, l'UNSA et Solidaires appellent à une manifestation régionale sur les salaires et le pouvoir d'achat. Les mots d'ordre concernent l'ouverture de négociations sur les salaires dans le public comme dans le privé, la revalorisation du minimum vieillesse et des minima sociaux, la suppression des franchises

médicales, la construction de logements sociaux ou encore la baisse des prix des transports en commun.

Le pouvoir d'achat des salariés et des retraités régresse car les prix augmentent bien plus vite que l'inflation officielle. Les travailleurs n'ont pas à en faire les frais. Pour défendre les niveaux de vie, il faut des augmentations des salaires et des pensions qui suivent les hausses de

prix, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires, des retraites et des pensions. Et pour l'obtenir, il faudra prendre sur les énormes bénéfices accumulés par les grandes entreprises, 95 milliards d'euros de bénéfices en 2007 pour les seules entreprises du CAC 40. Ça ne ferait qu'à peine écorner leurs superprofits !

Cédric DUVAL

• OGM

Obéir au Grand Monsanto

En octobre 2007, à l'issue du Grenelle de l'environnement, le ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo déclarait qu'il faisait sienne la nécessité affirmée par celui-ci de poursuivre la recherche sur les OGM avant de les semer. Et en effet, quoi que l'on pense du danger représenté par la culture des organismes génétiquement modifiés, il semble logique de faire prévaloir le principe de précaution, et donc de vérifier leur impact possible avant de les utiliser. Et il semble tout aussi logique de ne pas se limiter à faire confiance aux affirmations des fabricants de semences sur leur absence de danger.

Au sortir de cette conférence, un gel était donc annoncé sur les cultures de maïs génétiquement modi-

fiés, en attendant un projet de loi sur les OGM prévu pour janvier 2008 ; en fait, il s'agissait du gel du seul OGM cultivé en France, le « MON810 » des graines de maïs produites par la société Monsanto, un des plus gros semenciers à l'échelle mondiale qui a réalisé 7,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2006.

En février 2008, le projet de loi était transmis pour première lecture au Sénat, mais il n'en ressortait plus tout à fait pareil, un peu moins « vert ». Ainsi, c'est tout un symbole, le « droit de consommer et produire sans OGM » inscrit dans le projet était transformé en « droit de produire avec ou sans OGM ».

Monsanto avait déjà de quoi se frotter les mains.

Aujourd'hui en avril 2008, ce sont les députés qui examinent le projet de loi. Le lobbying des semenciers – Monsanto en première ligne –, s'est maintenu et amplifié. Tous les arguments sont bons, y compris celui selon lequel ils œuvreraient, avec les OGM, à l'éradication de la famine dans le monde !

Au sortir de l'Assemblée, la loi sera donc vraisemblablement encore moins « verte » qu'à son entrée. C'est qu'il y a, rien qu'en France, des centaines de millions de dollars à la clé ! Face à un tel pactole, les risques potentiels encourus par l'environnement ne pèsent pas lourd ni pour les industriels ni pour les politiques qui leur servent la soupe.

Sophie GARGAN

• Gauche-droite au Conseil général de Ile de la Réunion

Je t'aime, moi aussi

Lors des élections municipales qui ont eu lieu à la Réunion la droite a fortement reculé, perdant huit mairies sur les vingt qu'elle dirigeait auparavant. En revanche, elle a beaucoup mieux résisté aux cantonales gardant toujours la majorité des conseillers généraux : 28 conseillers sur 49, dont dix-sept UMP, huit divers droite et trois Modem.

Si elle n'avait pas été divisée, la droite aurait donc pu élire sans aucun problème la ou le président du département. Seulement, lors d'une réunion générale de ses conseillers généraux à la cuisine (quel symbole !) centrale de Saint-Leu, ceux-ci se sont vertement opposés, les uns soutenant Jean-Louis Lagourgue, le maire de Sainte-Marie, les autres Nassimah Dindar, la présidente sortante du Conseil général.

Après avoir échoué auprès de ses pairs à imposer sa candidature, Dindar s'est alors tournée vers le Parti Communiste Réunionnais et le Parti Socialiste et, en échange de quelques vice-présidences, elle a obtenu leur soutien et le poste tant convoité de présidente du département. La tactique de Dindar a reçu l'aval des dirigeants nationaux de l'UMP, au grand dam d'une vingtaine d'élus de droite qui ont démissionné avec fracas de leur parti pour créer une nouvelle formation de droite qui, à les entendre, maintiendra la clarté politique en refusant toute compromission avec la gauche. Dans l'île, personne n'est dupe de leurs motivations. Leur geste est perçu pour ce qu'il est : la

réponse apportée au fait d'avoir été mis de côté par le clan Dindar

La politique d'union entre la droite et la gauche, pour paradoxale qu'elle puisse paraître, n'est pas nouvelle à la Réunion. Dans le passé, les partis de gauche, que ce soit le PCR ou le PS, ont à maintes reprises soutenu la droite. En 1986, par exemple, un autre Lagourgue, Pierre de son prénom, a été élu à la présidence du Conseil régional avec les voix du PCR et du PS. En 1988 c'est au Conseil général qu'un représentant de la droite a été élu grâce aux voix du PCR. Par la suite bien d'autres alliances de ce type ont été mises sur pied, et à chaque fois présentées, en particulier par le PCR, comme reflétant la nécessaire « union de tous les Réunionnais ».

Mais les travailleurs réunionnais, les chômeurs, les Rmistes n'ont pas la mémoire courte. Ils se souviennent que « la très sociale » Nassimah Dindar a supprimé en 2005, lors de sa précédente présidence, plusieurs centaines d'emplois (CED/CEJ) au Conseil général, a réduit l'aide au dispositif « Atelier de la réussite », a supprimé la subvention de 250 000 euros accordée à l'université en matière de recherche... Ce sont là des choix contre l'intérêt du plus grand nombre ; une politique qu'il faut combattre quels qu'en soient les soutiens.

Émile GRONDIN

• Les mesures d'économies du gouvernement

Restrictions généralisées pour les salariés

Sept milliards de coupes budgétaires sur trois ans ont été officialisés le mercredi 2 avril par Sarkozy et son ministre du Budget, Woerth. Dès le lendemain, le même ministre annonçait qu'il faudrait cinq milliards « d'économies » budgétaires supplémentaires. Puis, quelques heures plus tard, il ajoutait encore cinq milliards d'économies, sur le seul budget de la Sécurité sociale cette fois. L'économie était aussitôt confirmée par la ministre de la Santé qui, une fois encore, veut s'en prendre aux remboursements de médicaments, à divers soins et aux arrêts de travail. On en était déjà à 17 milliards d'économies sur trois ans et ce n'était pas fini puisque, le lundi 7 avril, Woerth annonçait que ce sont dix milliards d'euros par an d'économies sur les finances publiques que le gouvernement entendait réaliser, soit un total de trente milliards d'euros sur trois ans. En moins d'une semaine, les coupes budgétaires annoncées ont augmenté de 450 % !

Derrière les propos de ce ministre, jonglant ainsi avec les milliards, il y a une remise en cause de tout ce qui pourrait être utile à la grande masse de la population dans les budgets publics. Il y a des dizaines de milliers d'emplois supprimés avec, en première ligne, l'enseignement mais aussi la santé. Il y a des coupes prévues

dans le logement, dans les équipements publics. Les aides à l'emploi qui bénéficient aux salariés vont aussi être réduites.

Ce sont les travailleurs, les retraités, les chômeurs, les handicapés, toutes les classes populaires qui sont ainsi visées pour, proclament en chœur président et ministres, « combler le déficit de l'État » ! Mais c'est là un mensonge et une escroquerie. Ce qui creuse le déficit de l'État, ce ne sont pas les secteurs cités. Ce déficit est le résultat du pillage en règle des finances publiques au profit du patronat et des classes riches. Et rien n'annonce que cela va cesser, bien au contraire.

Un rapport gouvernemental commandé en 2006 par Villepin avait établi qu'au moins 65 milliards d'euros d'aides publiques étaient offerts chaque année aux entreprises, sans autre résultat que celui d'enrichir les actionnaires. En fait, ce sont au moins 100 milliards d'euros qui leur ont été donnés en cadeaux, en particulier à ceux des plus grandes entreprises du pays. En plus de ces cadeaux inutiles qui creusent le déficit des caisses de l'État, le trou s'agrandit encore avec la diminution des rentrées fiscales qui ne profite qu'aux plus riches. Voilà d'où viennent près de 42 milliards du déficit budgétaire prévu pour l'année 2008.

Quant au trou de la Sécurité sociale, qu'on annonce à 9 milliards, il suffirait de supprimer les dégrèvements de cotisations sociales au bénéfice des entreprises, qui devraient se monter à 27 milliards d'euros en 2007, pour le faire disparaître.

Mais ce gouvernement ne va ni supprimer les aides multiformes aux entreprises pour combler le trou du budget, ni supprimer les dégrèvements de cotisations sociales aux patrons pour supprimer le déficit de la Sécurité sociale. Il va au contraire continuer à faire cadeaux sur cadeaux aux possédants et, pour ce faire, continuer à dégrader les équipements publics, à supprimer en masse les emplois publics dans ces services utiles à la population.

Et il va même approfondir ce « trou », en faisant que l'État se porte garant des spéculations financières de la classe capitaliste. Rien d'étonnant après cela que le patronat ait félicité et encouragé le gouvernement pour son plan de restrictions budgétaires.

Alors, il n'y a aucune raison que le gouvernement s'en prenne ainsi aux classes populaires pour garantir la richesse d'une classe possédante de plus en plus parasitaire.

Paul SOREL



Non aux franchises médicales !

Le gouvernement compte sur le temps pour faire avaler à tous la pilule amère des « franchises médicales ». Mais plus elles sont appliquées, plus il est clair que ces mesures sont inacceptables. Bien sûr, quand on a les poches pleines, on ne compte pas un euro par-ci ou un euro par-là. On ne compte pas le dépassement d'honoraires qui, à l'hôpital, correspond parfois à un mois de salaire d'un travailleur au smic, voire bien plus.

Mais précisément quand on gagne le smic, ou quand on a une petite retraite, ou encore une allocation de 628 euros comme les handicapés, les franchises médicales et toutes les formes de non-remboursement des soins font que l'on se soigne de moins en moins bien. On tarde à aller chez le médecin pour soi-même et les enfants. Et s'il y a urgence, on attend des mois un rendez-vous qu'il aurait fallu obtenir bien plus vite pour soigner à temps une maladie grave. Mais de tels rendez-vous urgents, dans un cabinet de spécialistes ou à l'hôpital, occasionnent des dépassements d'honoraires que ne peuvent supporter bien des travailleurs.

Et pourtant, c'est dangereux pour les malades et leurs familles.

C'est un non-sens économique, car un retard à l'accès aux soins coûte plus cher que la prévention et un suivi médical sérieux. Mais qu'importe au gouvernement, les franchises médicales s'inscrivent dans une politique générale qui vise à imposer des sacrifices aux plus pauvres sous prétexte d'économies budgétaires, alors que dans le même temps les caisses de l'État se vident pour satisfaire le patronat.

Cela n'empêche pas le gouvernement de prétendre que, grâce aux économies ainsi réalisées, il sera possible de s'occuper davantage des malades d'Alzheimer. Comme si c'était aux malades de payer pour les autres malades, alors que le système de santé devrait être financé par tous pour permettre à tous de se soigner. On ne dira jamais trop que ce ne sont pas les soins médicaux et les médicaments qui déséquilibrent le budget de la Sécurité sociale, mais l'insuffisance des salaires qui contribue à la baisse des rentrées, les dépenses indues prises en charge par les caisses mais qui devraient incomber à l'État, et surtout son pillage systématique au profit des classes riches.

Henriette MAUTHEY

• Revenu de solidarité active

À la trappe ?

Le RSA (revenu de solidarité active) a été proposé par Martin Hirsch, haut commissaire aux Solidarités actives et personnalité d'ouverture du gouvernement. Le RSA prévoit pour l'allocataire d'un minimum social, RMI ou allocation de parent isolé par exemple, une augmentation de ses revenus s'il retrouve un emploi. Car il est possible qu'en retrouvant un emploi un chômeur perde, en même temps que les minima sociaux,

le bénéfice d'aides comme la couverture maladie universelle, l'allocation chômage ou la gratuité des transports, et gagne moins en travaillant qu'il ne touchait comme chômeur.

Voté en août 2007, le RSA est à l'essai dans 34 départements et devait être généralisé à tout le pays. Mais mardi 8 avril, en déplacement à Cahors, Sarkozy a déclaré : « L'idée du RSA est extrêmement intéressante... mais il faut

la calibrer en fonction de nos disponibilités financières. » Martin Hirsch a très bien compris que calibrer cela voulait dire diminuer et il a rejeté un « RSA au rabais », annonçant que cela se ferait sans lui.

Faire des économies sur le dos des plus pauvres, c'est décidément la priorité pour Sarkozy, quitte à ce qu'un ministre d'ouverture ait des états d'âme.

Cédric DUVAL

Samedi 12 avril, le Collectif National contre les Franchises appelle à manifester à 14 heures devant le ministère de la Santé – 8, avenue de Ségur Paris 7^e. Il appelle les manifestants à venir déposer symboliquement les boîtes de médicaments vides. Lutte Ouvrière est solidaire de cette initiative.



• Le mouvement dans l'Éducation nationale

Ça continue !

Mardi 8 avril, les lycéens étaient encore des dizaines de milliers dans les rues, à Paris comme dans un certain nombre de grandes villes. Le jeudi 10 avril, de nouvelles manifestations devaient avoir lieu. Cette fois, les syndicats enseignants appelaient à se mobiliser.

En fait, partout dans le pays, le mécontentement contre la politique du gouvernement d'économies sur le dos de l'éducation se fait entendre : des parents occupent des écoles et manifestent contre les fermetures de classes, des lycéens bloquent des établissements et manifestent depuis des semaines ainsi que les enseignants, dans la région parisienne mais aussi dans la région de Toulouse, de Bordeaux, à Grenoble, Blois ou encore dans l'Oise,

et dans le Nord, dans bien des villes petites et grandes.

Ce sont en effet 11 200 postes d'enseignants qui vont être supprimés au niveau national. Si le gouvernement persiste dans sa politique d'économies, il pourrait y avoir encore 80 000 suppressions de postes d'enseignants de 2009 à 2012 ! Et à cela il faut ajouter la diminution du nombre de surveillants, ainsi que celle des personnels administratifs et des personnels de service. Les conséquences sont évidentes : classes surchargées, diminution des heures d'enseignement, disparition d'options, enseignants non remplacés.

Cette attaque en règle du gouvernement contre l'éducation concerne tous les travailleurs. D'abord parce qu'ils sont des parents et que c'est l'éduca-

tion des jeunes des cités et des quartiers populaires qui se dégrade. Les plus riches ont toujours la possibilité de mettre leurs enfants dans les écoles privées des beaux quartiers. Elle les concerne aussi parce que ces économies ne sont pas une nécessité imposée par une sorte de fatalité économique. Le gouvernement fait des économies pour donner aux plus riches. Il suffit de se rappeler ces 15 milliards de cadeaux fiscaux décidés l'été dernier destinés aux plus riches, et ces milliards d'euros d'exonérations de cotisations destinées aux patrons.

Alors, on ne peut souhaiter qu'une chose : que cette mobilisation continue et s'amplifie partout dans le pays, de la maternelle au lycée !

Aline RETESSE

• Lycée Jean-Jaurès – Montreuil

Depuis le jeudi 3 avril, les élèves bloquent le lycée et les professeurs se sont mis en grève reconductible. Vendredi 4 avril, nous nous sommes rendus à plus d'une centaine (élèves, parents, professeurs) devant le rectorat de Créteil.

Aux cris de « Recteur voleur, rends-nous nos heures ! », « Rendez-nous nos postes, nos classes et nos options » ou encore « Des classes où il n'y a plus de place, des élèves qu'on entasse, des TP sans paillasse, ça passe, ça lasse et puis ça casse », « 25 et pas 35 élèves par classe », nous avons manifesté contre la nouvelle dotation horaire qui équivaut à sept suppressions de postes : trois classes de première sont

supprimées, les autres classes de première et celles de terminale sont à 35 élèves, ce qui entraîne la quasi-impossibilité de redoubler pour ceux qui n'auront pas eu leur bac.

Les parents aussi se sont mobilisés et ont appelé à une

réunion sur la ville de Montreuil, le lundi 7 avril à 18 heures, en distribuant des tracts. La lutte continue et s'intensifie, pour préparer la journée du jeudi 10 avril, tous ensemble.

Correspondant LO

• Collège Politzer – La Courneuve

Mardi 8 avril, les enseignants du collège Georges-Politzer étaient majoritairement en grève et ont appelé à une journée « collège désert », fort bien suivie

Au bout d'une demi-journée, parents et enseignants apprenaient que l'Inspection

académique avait enfin trouvé les trois professeurs remplaçants qui manquent en français depuis des mois.

Comme quoi, les seuls enseignants et parents qu'entend l'administration sont ceux qui luttent.

S.M.

• Fourmies (Nord)

Non aux fermetures de classes !

À la rentrée prochaine, trois classes de primaire devaient fermer à Fourmies, trois à Anor et une à Glageon, des villages limitrophes. De plus, quatorze postes d'enseignants seraient supprimés à la cité scolaire accueillant les lycéens de tout le canton, et un au collège.

Les premiers à se mobiliser furent les parents d'élèves et les instituteurs d'Anor. Après plusieurs réunions, pétitions et manifestations, le rectorat a fini par trouver une erreur dans ses chiffres et deux classes sont maintenues. Parents et enseignants continuent bien sûr à demander le maintien de la troisième classe.

Puis les parents d'élèves et les enseignants du primaire de Fourmies ont fait à leur tour signer une pétition. Ils ont aussi manifesté puis occupé une école. Lors d'une réunion regroupant des parents ou des enseignants de la plupart des établissements scolaires de la ville, un tract appelant à une manifestation de tout le canton et à de nouvelles occupations d'écoles a été décidé. Ce tract a

été diffusé par plusieurs dizaines de parents d'élèves devant tous les établissements scolaires, les supermarchés, les marchés et passa même de la main à la main dans certaines usines.

La population est particulièrement révoltée par le fait que ce sont les enfants d'ouvriers que le gouvernement prive du droit à l'instruction. Parents et enseignants veulent que toutes les classes soient maintenues. Ils contestent les chiffres de baisse d'effectif avancés par le rectorat et, surtout, disent que si les effectifs baissent réellement cela doit permettre d'avoir des classes moins chargées et donc un meilleur suivi des élèves.

La manifestation, vendredi 4 avril, a regroupé 200 adultes et de nombreux enfants, ce qui est un succès. Plusieurs dizaines de personnes se sont ensuite réunies pour décider des suites à donner au mouvement. Des actions sont prévues durant les vacances scolaires et à la rentrée qui aura lieu le 21 avril.

Correspondant LO

• Écoles primaires

Assez de bricolage, de vrais moyens !

Coup sur coup, à quelques jours d'intervalle, se sont produits des incidents dans plusieurs écoles du « Petit Nanterre », quartier de cités HLM à cheval sur les communes de Nanterre et de Colombes (Hauts-de-Seine). Ces incidents illustrent le manque de moyens, en personnel et en formation, qui touche les écoles des quartiers populaires.

Dans une des écoles, réputée difficile, on trouve neuf jeunes enseignants nouvellement arrivés : ils ont la charge de 15 classes et se trouvent face à des élèves en difficulté qui, parfois, pètent les plombs ou ont un comportement très agressif.

La formation que ces jeunes enseignants reçoivent reste insuffisante et inadaptée face aux situations auxquelles ils ont à faire face. Les conseillers pédagogiques qui sont censés les suivre sont trop peu nombreux et, pour obtenir quelques moyens humains supplémentaires, comme des assistants de vie scolaire par exemple, il faut faire le siège de l'Inspection académique.

Mais le recours à l'Inspection académique, dans ce type

de situation, est plus qu'aléatoire. Remplacer un enseignant, ce n'est pas toujours possible immédiatement, si bien qu'en l'absence d'enseignants remplaçants, les élèves se retrouvent dispersés dans d'autres classes, et le problème est simplement déplacé.

Dans l'autre école, c'est une situation identique qui a provoqué la colère des parents d'élèves. Trois enseignants se sont succédés dans une classe depuis le début de l'année. Le dernier, ayant lui aussi craqué, n'a pu être remplacé tout de suite. Une première remplaçante est venue quelques jours puis a laissé la place à une autre, qui doit en principe rester jusqu'à la fin de l'année. Cela fera donc cinq enseignants, si d'ici là tout se déroule normalement.

Les parents d'élèves, comme les enseignants, en ont assez de ce bricolage permanent qui se fait sur le dos des élèves. Il faut des moyens humains, donc des embauches massives et diviser par deux le nombre d'élèves par classe. Tout cela est possible, c'est une question de priorité !

Correspondant LO

• Jeux olympiques

Retour de flamme pour Sarkozy

Malgré l'impressionnant dispositif policier mis en place pour protéger la flamme olympique dans son relais parisien, elle n'a pu atteindre l'objectif prévu, terminant pitoyablement son parcours dans un bus transformé en bunker. On a pu se réjouir de voir ainsi la police de Sarkozy être ridiculisée par des manifestants, et se féliciter que des défenseurs des droits de l'homme aient su se faire entendre.

Dans ce concert de protestation se mêlaient des défenseurs sincères des droits de l'homme, qui militent partout où sont foulés au pied de tels droits, que ce soit au Tibet et dans toute la Chine, ou encore en Irak ou dans telle ou telle dictature africaine amie de la France, à de fieffés hypocrites, défenseurs, eux, de droits à géométrie variable, tels ces députés de droite qui s'étaient rangés parmi les protestataires aux côtés de leurs collègues élus de la gauche. Et même si cela est, et même si au final cela risque de ne pas changer grand-chose, on ne va pas se plaindre de voir Sarkozy dans l'embarras, contraint aujourd'hui de dire qu'il conditionne sa présence à la cérémonie d'ouverture aux Jeux de Pékin à la reprise des relations de la Chine avec le Dalaï Lama. Peut-être se contredira-t-il demain, comme il a contredit les propos de son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui venait de déclarer que Sarkozy ne fixerait pas de conditions préalables à cette cérémonie.

Tout cela reste au niveau des gestes et des symboles. Et on retrouve, dans les débats qui agitent l'opinion sur l'attitude à prendre à l'occasion des ces Jeux ce même mélange de bonne foi, de sincérité, mais aussi d'hypocrisie, de duplicité et de bas calculs politiques. D'un côté, par exemple, on évoque une compétition loyale entre sportifs de haut

niveau, de liens fraternels qui se tisseront entre peuples. Mais sans avoir à trop gratter apparaissent les nationalismes, pour ne pas dire les chauvinismes. On a tout autant de mal à discerner ce qui relève de la confrontation sportive désintéressée et ce qui découle des

rivalités commerciales entre sponsors qui, depuis longtemps ont transformé les compétiteurs en hommes-sandwichs, les stades et les vestiaires en panneaux d'affichages.

Quant à cette fameuse cérémonie d'ouverture, elle n'est rien d'autre que

l'occasion pour des chefs d'État de parader sur fond de drapeaux et d'hymnes nationaux. Et peut-être, ici ou là, de servir d'intermédiaires afin d'obtenir des contrats en faveur de tel ou tel industriel que l'on retrouve nombreux, parmi les accompagnateurs des

chefs d'État. Car ces Jeux olympiques, derrière le spectacle sportif qui leur sert de vitrine, sont une vraie foire, dans toutes les définitions du terme.

Jean-Pierre VIAL

L'olympisme, légende et réalité

Comme à bien des reprises dans le passé, les Jeux olympiques sont l'objet de nombreuses polémiques sur l'opportunité ou non de les boycotter, en protestation contre le régime du pays organisateur, qui est, cette année, la Chine. Que les JO soient ainsi perturbés pour des raisons politiques n'est qu'un juste retour des choses pour une manifestation sportive qui, depuis sa création en 1896, n'a jamais été dénuée d'arrière-pensées politiques.

L'inspiration réactionnaire de Pierre de Coubertin

Pierre de Coubertin, considéré comme le père fondateur des JO modernes, était élitiste, nationaliste, raciste et colonialiste. Il misait sur le fait que les JO insuffleraient aux jeunes Français le goût de la compétition, afin que la France rattrape le niveau de l'Allemagne. La presse sportive d'outre-Rhin écrivait en 1913 : « *L'idée olympique de l'ère moderne symbolise une guerre mondiale qui ne montre pas son caractère militaire ouvertement, mais donne un aperçu de la hiérarchie des nations* ».

La guerre de 1914-1918 rendit impossible les Jeux de 1916. Ils reprurent en 1920, mais les organisateurs en écartèrent les vaincus : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Hongrie et Turquie. À l'inverse, le choix, pris en 1931, d'organiser les JO de 1936 à Berlin, signifiait la réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations. Sauf qu'en 1933, Hitler et ses nazis s'emparaient du pouvoir. Ni l'éviction de sportifs

« non aryens » de la sélection allemande ni les lois raciales promulguées à Nuremberg en 1935 ne firent sourciller le Comité International Olympique (CIO). En fait, du côté des dirigeants du monde impérialiste, on ne trouvait pas grand-chose à redire à Hitler, en qui tous voyaient un chef d'État capable de faire régner la stabilité politique et sociale dans son pays. Le baron de Coubertin le félicita pour la bonne tenue des Jeux de Berlin.

La Deuxième Guerre mondiale empêcha les JO de 1940 et 1944 de se tenir. Et, cette fois encore, les vaincus, Allemagne et Japon, ne furent pas invités aux JO de Londres en 1948. Il fallut attendre 1952, et les JO d'Helsinki, pour assister à la réintégration de l'Allemagne. La même année, l'URSS acceptait d'y participer pour la première fois. Mais, guerre froide oblige, les délégations de l'URSS et des pays de l'Est européen dits de « démocratie populaire » obtinrent de résider dans un second village olympique pour éviter tout contact avec leurs adversaires et aussi les défections d'athlètes. De même, la présence à Helsinki d'une délégation de sportifs chinois entraîna le départ des représentants de la Chine de Taïwan. La Chine de Mao ne revint aux jeux qu'en 1976 et celle de Taïwan qu'en 1981.

En 1956, l'Égypte, l'Irak et le Liban boycottèrent les Jeux de Melbourne pour protester contre l'occupation franco-anglo-israélienne du canal de Suez, tandis que l'Espagne de Franco et la Suisse les boycottèrent pour protester contre l'inter-

vention de l'URSS en Hongrie.

Mexico 1968... après le massacre des manifestants

Par contre, en 1968, personne ne proposa de boycotter les Jeux de Mexico. Ils se tinrent pourtant quelques jours seulement après le massacre par le régime mexicain d'étudiants contestataires, faisant trois cents morts à Mexico sur la place des Trois-Cultures. Ces jeux furent cependant marqués par le geste de plusieurs athlètes noirs-américains qui, au moment de recevoir leurs médailles, levèrent un poing ganté pour affirmer leur solidarité avec la lutte des Noirs de leur pays.

En 1972, à Munich, les Jeux furent marqués par l'intrusion d'un commando qui prit en otage un groupe d'athlètes israéliens pour tenter d'obtenir la libération de prisonniers palestiniens. Le refus des dirigeants israéliens de négocier puis l'intervention de la police allemande entraîna un massacre des athlètes comme des preneurs d'otages palestiniens.

En 1976, les nations africaines boycottèrent les jeux de Montréal pour protester contre la présence de la Nouvelle-Zélande à qui elles reprochaient d'avoir participé à un tournoi de rugby avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

En 1980, ce furent les États-Unis qui boycottèrent les JO de Moscou pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes. En 1984, Moscou leur rendit la monnaie de leur pièce en boycottant à

son tour les Jeux de Los Angeles.

Ces compétitions sportives internationales n'ont rien jamais été ces moments où se taisent les conflits, où disparaissent les rivalités et les calculs entre les nations et les gouvernants, faisant place à une noble fraternité du sport qui en fait n'a jamais existé que dans les discours et les symboles.

La « trêve olympique », nous dit-on, marquait une période de paix dans les cités grecques de l'Antiquité, tous les quatre ans. Vouloir ressusciter ce moment idéal, pour autant qu'il ait jamais existé, dans la société d'aujourd'hui, est au mieux une utopie, et plus sûrement un mensonge intéressé.

Les JO sont devenus une immense manifestation médiatique. En 2004, à Athènes, par exemple, les épreuves ont été suivies par quatre milliards de téléspectateurs. C'est non seulement une énorme affaire commerciale, c'est aussi une gigantesque vitrine utilisée par les dirigeants des pays organisateurs. Alors cette manifestation ne peut être autre chose que le reflet des antagonismes et des conflits du moment qu'elle ne réussit pas à travestir ni à faire oublier. Parfois même, elle agit à l'inverse. Elle se transforme en révélateur, en amplificateur de ces tensions. La courte histoire des JO modernes en a été l'illustration.

Jacques FONTENOY

Les 10, 11 et 12 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Dans un mois, notre fête annuelle, la Fête de Lutte Ouvrière, ouvrira ses portes pour les trois jours du week-end de la Pentecôte, y compris bien sûr le lundi, soit les 10, 11 et 12 mai.

Ce sera pour tous nos amis et camarades l'occasion de se retrouver dans ce grand rassemblement populaire, placé sous le signe de la fraternité. Ce sera l'occasion de faire la fête, de s'amuser, de s'ins-

truire, de bien se restaurer, d'assister à de nombreux spectacles en tout genre. Nous donnons aujourd'hui une ébauche de ce que l'on pourra trouver à la fête.

Mais il y en aura encore plus, car le programme est loin d'être bouclé, aussi bien pour les débats, les artistes et les dizaines d'animations qui jalonnent la Fête.

Et la place nous manque de tout mettre.

Horaires

La fête sera ouverte le samedi 10 mai de 11 heures le matin jusqu'à 23 heures. Puis sans interruption du dimanche 11 mai à 9 heures jusqu'au lundi 12 mai à 20 heures.

Commandez vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 1^{er} mai, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 12 euros et les bons d'achat d'une valeur de 5 euros sont vendus au prix unitaire de 4 euros. (Après cette date et durant la Fête, les cartes d'entrée coûteront 15 euros pour les trois jours).

Vous pouvez vous procurer cartes d'entrée et bons d'achat

Soit auprès de nos camarades

Soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco

Venir à la Fête

La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un beau parc boisé de 12 hectares.

Pour venir à la Fête, le plus facile est de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la Fête, et fonctionneront aux mêmes horaires

que la Fête.

Par le train, de la gare du Nord, il faut prendre la direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900m de l'entrée de la Fête.

Des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Nous en publierons bientôt la liste. Se renseigner aussi auprès de nos camarades locaux.



Notre Fête est une fête politique qui affirme ses idéaux communistes et internationalistes. Alors, pour ceux qui le souhaitent, c'est l'occasion d'échanger des idées, de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière, mais également d'autres courants de France et d'autres pays.

Tous les groupes présents ne

partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

Un débat est prévu entre les représentants de Lutte Ouvrière et ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire.



Sur internet tout savoir sur la fête
fete.lutte-ouvriere.org

Au Grand Podium

Samedi 10 mai

– GIL, chanson

Ce rêveur à la voix rauque partage avec son public ses états d'âme et son regard sur le monde.

– GUSTAVE PARKING, humour

Un one-man show loufoque et délirant intitulé « De mieux en mieux pareil »



DR

– LA ROUQUIQUINANTE chante des jeunes et des airs. Ceux des Têtes Raides, de la Rue Katanou, La Tordue, Jamait, Thomas Fersen et de bien d'autres...

– VOLO, chansons rock, poétiques et engagées

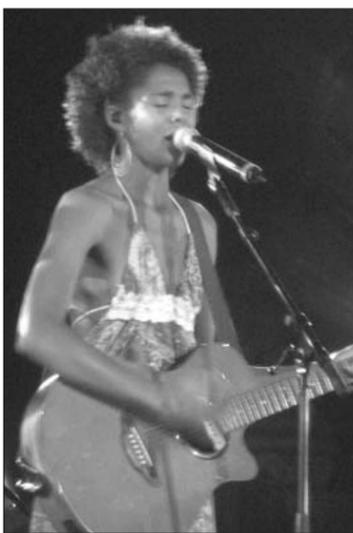
Mené par les frères Volovitch (qui font partie du groupe les Wriggles), ils chantent des paroles fortes et engagées, sans effets de style, dans la lignée de Brassens.

Dimanche 11 mai

– YANNICK LE NAGARD, chansons

Un savoureux cocktail rempli d'humour et de dérision.

– ILENE BARNES folk, rock
Une chanteuse noire américaine à la voix exceptionnelle.



– THOMAS PITIOT, chanteur auteur-compositeur

Dans un récital contestataire et enlevé aux sonorités africaines intitulé « Griot ».

Lundi 12 mai

– La compagnie de théâtre JOLIE MÔME dans son récital de chansons de luttes « Basta ya ! ».



Au Petit Théâtre

Nous pouvons pour le moment annoncer :

– « Elle n'est pas morte », un récital de chansons sur La Commune de Paris par RITON LA MANIVELLE

– Du jazz avec un concert mené

par le saxophoniste JEF SICARD et un récital du groupe GUZZLE BAND.

– Du théâtre avec la représentation de « DESTIN D'UN CLANDESTIN » par la Compagnie sénégalaise BOU-

SAANA

– Du rap avec DAILAND
Ce programme est encore incomplet : d'autres groupes et artistes sur ces deux scènes seront annoncés dans les prochaines semaines.

Les débats

Gérald BLONCOURT, photographe des luttes ouvrières et de la vie des classes populaires, présentera son travail à l'occasion de l'édition de *Pour une vie meilleure*, sur l'immigration portugaise.

Laurent BONELLI, auteur de *La France a peur : une histoire de l'insécurité*.

Thérèse CLERC, co-fondatrice de la maison des Babayagas à Montreuil (93).

Vincent DOUMAYROU : *La fracture ferroviaire, Pourquoi le TGV ne sauvera pas le chemin de fer*.

Pierre DUTERTE, auteur de *Terres inhumaines, un médecin face à la torture*.

Nicolas JOUNIN auteur d'un essai intitulé *Chantier interdit au public : enquête parmi les travailleurs du bâtiment*.

Jean-Jacques MARIE avec un essai sur la révolution de 1905 en Russie intitulé *Dimanche rouge*.

Eric MICHEL, auteur du roman *Algérie, Algérie*.

PEF, le prince des Motordu, parlera de la littérature enfantine.

Charles PIAGET animera un débat après la projection du film *Les LIP, l'imagination au pouvoir*.

Monique PINÇON-CHARLOT et **Michel PINÇON**, avec leurs livres *Les Ghettos du Gotha*, et *Voyage en grande bourgeoisie*.

Marie TREPS, linguiste, auteur des livres *Les mots voyageurs* et *Les mots oiseaux*.

Maurice RAJSFUS, auteur de *Portrait physique et mental du policier ordinaire* et de *Mercenaires de la République*.

Brigitte WIESER, **Jean-Jacques MERIC** et **Jean-Michel DELARBRE** du Réseau éducation sans frontières (RESF) : « Expulsions des sans-papiers : face aux objectifs chiffrés, comment résister ? »

Julia WRIGHT, pour le centenaire de la naissance de Richard Wright.

Présentation par **LUTTE OUVRIÈRE** de sa brochure : *Mai-Juin 68 : les leçons d'une explosion sociale*.

L'Atelier pour la récupération de la mémoire historique et sociale, du Centre d'éducation d'adultes Manolo Reyes de Séville, présente des témoignages de la répression et de l'exploitation sociale dans l'Espagne franquiste.

Soif de lecture

Les livres sont en bonne place à la Fête, car plusieurs librairies y sont présentes : la librairie du Château, la Cité du Roman, la librairie de la Cité des Sciences, le stand de la Cité



Le Parcours dans les Arbres

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien où ils devront se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque

pour se faire peur en toute sécurité. Le parcours se fait sous la surveillance de moniteurs compétents.

Pour des questions de sécurité, l'accès est soumis à des conditions d'âge et de taille.

L'arboretum

C'est une des nouveautés de la Fête 2008. Dans une partie auparavant inaccessible du parc, un parcours botanique a été tracé au milieu d'un arboretum comprenant plus de 110 espèces d'arbres différentes, de nos contrées et d'ailleurs : l'eucalyptus assécheur des marais, l'araucaria désespoir du singe, le ginkgo biloba l'ancêtre de tous les arbres, le palmier, le séquoia...

Pour parcourir cet arboretum, de nombreuses visites guidées seront organisées, qui dureront environ 50 minutes, et où chacun pourra avoir les réponses aux questions qu'il se pose sur les arbres : comment distinguer un hêtre d'un charme, comment fonctionne la photosynthèse, combien d'eau un arbre pompe-t-il dans le sol chaque jour...

la Cité des Sciences

Les mini-conférences

Pour tous les goûts et toutes les curiosités...

En permanence, dans six mini-amphithéâtres, des conférenciers se relaient pour traiter, en termes simples, de questions scientifiques.

Parmi les nombreux sujets, nous pouvons déjà annoncer :

* La perspective : les peintres ont-ils influencé les géomètres ?

* Quand la Terre a-t-elle commencé à tourner ?

* Comment peut-il (parfois) pleuvoir à la fête de LO ? La météo est-elle au service du capital ? La science mène l'enquête !

* La vie sous le microscope

* Les réseaux informatiques et internet

* Faire le point en mer, de la navigation ? vue au GPS.

* Illusions auditives et visuelles

* La voix, comment ça marche ?

* Calculs savants et calculs populaires

Le Carrousel de la Connaissance

Dans un chapiteau spécialement construit à cet effet, les spectateurs assistent (en tournant !) à un exposé multimédia d'une durée de 45 mn.

Cette année, le Carrousel de la connaissance sera consacré à :

L'Histoire de l'Histoire de l'Homme : comment ont progressé les conceptions sur l'évolution de l'Homme.



Forums scientifiques

Comme chaque année, des scientifiques seront présents pour exposer, de manière accessible, certaines de leurs recherches, et pour répondre aux questions du public.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation de :

Catherine VIDAL (neurobiologiste, directrice de recherche à l'Institut Pasteur, auteur de *Cerveau, Sexe et Pouvoir*) : « La science face aux préjugés sur les différences entre le cerveau de l'homme et celui de la femme »

Sébastien BALIBAR (physicien, directeur de recherches CNRS à l'École Normale Supérieure, spécialiste des propriétés de la

matière aux très basses températures et auteur d'ouvrages de vulgarisation) : « La physique contemporaine au cœur de notre vie quotidienne. Ou comment les questions les plus simples cachent parfois des secrets qui passionnent les chercheurs »

Vincent LEBON (responsable du laboratoire Imagerie et Spectroscopie au CEA-Neurospin) : « Ce que nous apprend l'IRM (Imagerie par Résonance Magnétique) sur le fonctionnement du cerveau »

Etienne KLEIN (physicien au CEA, auteur de nombreux livres de vulgarisation sur la physique et la philosophie des sciences, dont *Il était sept fois la révolution, Albert Einstein et les autres*) : « En quoi Einstein a-t-il révolutionné la physique ? »

François VANNUCCI (chercheur en physique des particules à l'Université Paris VII) : « Le nouvel accélérateur de particules géant LHC pourra-t-il bouleverser notre vision de l'Univers ? »

Antoine LONNET (linguiste, chargé de recherches au CNRS) : « Arabe, hébreu, berbère, éthiopien, égyptien... : le groupe des langues chamito-sémitiques, une grande famille et combien de divisions ! »

Pierre LASZLO (biochimiste, professeur émérite à l'École Polytechnique et à l'Université de Liège, auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation) nous parlera du rôle des odeurs et des mécanismes de l'odorat.

Marc PESCHANSKI (chercheur Inserm, directeur de l'Institut des cellules-souches du Génomètre de Evry) : « Faire du neuf avec du vieux : on sait désormais reprogrammer des cellules adultes pour en faire des cellules-souches »

Hervé CHNEIWESS (neurobiologiste, directeur de l'Unité de Plasticité Gliale au centre Paul Broca de l'Inserm) : « Neurobiologie et neuroéthique : quand la science pose de nouvelles questions à la société et à ses valeurs »

Les films projetés à la fête

– *La visite de la fanfare* film israélien de Eran Koliri. Une fanfare de la police égyptienne, invitée en Israël, se retrouve perdue dans un petit village au milieu du désert.

– *Persepolis* de Marjane Satrapi. Dessin animé autobiographique. La vie d'une fillette en Iran, de la chute du Chah à l'instauration du régime islamiste.

– *Le fils de l'épicier* de Eric Guirado. Un jeune, vivant de petits boulots en région parisienne, retourne en province pour remplacer dans sa boutique son père épicière, tombé malade.

– *Still Life* film chinois de Jia Zhang Ke. Un homme recherche sa famille qu'il avait quittée seize ans auparavant dans la région de l'immense barrage des Trois Gorges. À travers ce voyage, la description des dures conditions d'existence des ouvriers chinois.

– *Michael Clayton* de Tony Gilroy avec Georges Clooney. Un avocat d'affaires, habituel défenseur de grosses firmes pour leurs dossiers gênants, est chargé par une société d'agro-alimentaire d'étouffer un scandale mettant en jeu la vie de milliers de personnes. Il commence à ouvrir les yeux et se rebelle.

– *Joyeuses funérailles* de Franck Oz. À l'occasion d'une veillée funèbre d'un patriarche, les membres d'une même famille désunie se liguient pour empêcher la révélation de la vie cachée du défunt.

– *De l'autre côté* Film germano-turc de Fatih Akin. Les chassés-croisés de plusieurs personnages turcs et allemands, entre les deux pays.

– *Cartouches gauloises* de Mehdi Charef. Un récit autobiographique qui raconte la vie d'un môme algérien au printemps 1962, quelques mois avant l'indépendance de l'Algérie : les jeux et les joies, mais aussi les attentats et les rafles

– *Les Lip, l'imagination au pouvoir* Documentaire de Christian Rouault. La grève de 1974 dans une usine de montres à Besançon, avec le témoignage, parmi d'autres participants à cette grève, du syndicaliste Charles Piaget.

– *Rue Santa Fé* de Carmen Castillo. La vie et la répression de militants du MIR, avant et après le coup d'État de Pinochet au Chili, vues par la femme d'un des dirigeants du MIR.

Toutes les projections sont gratuites.

Si le temps le permet, une séance de cinéma en plein air aura lieu dans la nuit du dimanche au lundi

Les émeutes de la faim se multiplient

Depuis le mois de mars, d'un bout à l'autre de la planète, des émeutes de la faim éclatent. Il ne se passe presque pas un jour sans que la presse rapporte qu'un nouveau pays est touché par cette vague de colère provoquée par la flambée des prix.

Après le Mexique il y a un an, ce sont aujourd'hui l'Afrique, l'Asie et Haïti qui connaissent de violentes émeutes, souvent frappées par une répression policière brutale : il y a eu cette semaine quatre morts à Haïti, plusieurs centaines de blessés en Egypte, deux morts en Côte-d'Ivoire et, selon des sources de la presse africaine, quarante morts au Cameroun. Sans compter, partout, des centaines de personnes arrêtées et emprisonnées pour le seul crime d'avoir revendiqué le droit de pouvoir manger.

Le Sénégal, le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Maroc ont également connu des flambées de violence, tout comme l'Ouzbékistan et plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. En Thaïlande, le gouvernement en est à disposer des militaires en armes le long des rizières, pour empêcher les affamés de venir se servir

directement. Et partout, les manifestants pointent du doigt la même cause : l'augmentation délirante des prix des produits de première nécessité – pain, riz, lait, huile ou viande. Selon l'ONU, le prix moyen d'un repas dans les pays pauvres a augmenté de 40 % en un an – et ce n'est qu'une moyenne, qui masque des augmentations plus folles encore.

Ce sont en réalité des centaines de millions de personnes qui sont directement menacées par la famine – tous ceux qui, dans les statistiques froides des organismes internationaux, sont classés dans la catégorie « moins de 1,5 dollar par jour », et qui consacrent plus de 80 % de leurs revenus à l'alimentation.

Pierre VANDRILLE



• Haïti

Manifestations contre la pauvreté

En Haïti, au moins quatre personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres ont été blessées par balles au cours des violentes manifestations qui ont secoué le pays pour dénoncer la pauvreté et le coût de la vie. Ces manifestations ont touché les

villes de Cayes, Gonaïves et la capitale Port-au-Prince.

Aux Cayes, ville située à 190 km au sud de la capitale et où 3 000 personnes sont descendues dans la rue, les manifestations ont tourné à l'émeute. Des commerces ont

été incendiés et, malgré les tirs des soldats, un entrepôt de la mission des Nations unies en Haïti (Minustah) a été pillé.

Ce pays, situé à quelques encablures des États-Unis, est l'un des plus pauvres du monde et la majorité de la population

souffre de la faim. Comme l'a crié un manifestant : « Cette faim est insupportable et le gouvernement doit agir maintenant, sans quoi nous incendierons et nous détruirons tout ».

Roger MEYNIER

• Produits agricoles

Spéculation et famines

En France, et en général dans les pays d'Europe occidentale, la hausse des prix ronge depuis plusieurs mois le pouvoir d'achat des classes populaires. Mais dans d'autres pays du monde, et en particulier dans les pays pauvres, elle est devenue une terrible catastrophe sociale.

Entre 2006 et 2007, les prix des produits alimentaires avaient augmenté de 27 %. Depuis, la machine s'est emballée. Le prix du blé a augmenté de plus de 120 % et, de proche en proche, tous les produits alimentaires, comme le riz, le soja, le maïs, n'arrêtent pas de grimper.

Le PAM, le Programme alimentaire mondial qui dépend de l'ONU, a demandé 500 millions de dollars supplémentaires

afin de pouvoir continuer à fournir une aide alimentaire à 73 millions de personnes affamées. Depuis juin dernier, le prix des produits que l'organisme achète a augmenté de 55 %, et encore de 20 % supplémentaires depuis son appel.

Quelle est la cause des augmentations de prix qui jettent dans la rue des milliers d'habitants des quartiers pauvres ? À cette question, certains ont trouvé une réponse simple : le problème, c'est que les pauvres se mettent à manger trop – ce qui augmente la demande, et donc les prix. Et voilà ! Si les crève-la-faim avaient la correction de bien vouloir rester des crève-la-faim, on n'en serait pas là.

On croit rêver lorsqu'on lit sous la plume de rédacteurs du

journal *Le Monde* que « en quelques années, des centaines de millions de personnes qui vivaient de peu (sic) sont devenues de gros consommateurs » ! Un journaliste de *Ouest-France* constate lui benoîtement qu'en Chine, « on s'est pris d'appétit pour la viande » – car bien sûr, si les Chinois mangeaient moins de viande dans les décennies passées, c'était par manque « d'appétit »...

Mais tous ceux qui donnent ces explications aberrantes ou choquantes à la hausse des prix sont beaucoup moins bavards lorsqu'il s'agit de dénoncer le rôle néfaste que jouent les spéculateurs dans cette affaire.

Les produits agricoles, déjà objet de spéculation en temps ordinaire, le sont devenus

d'autant plus dans un contexte de crise financière où de nombreux possesseurs de capitaux sont à la recherche de placements prometteurs. Par exemple, entre janvier et février derniers, le volume des contrats concernant les matières premières a bondi à Londres de 65 % à 70 % par rapport à la même période de 2007.

Les capitaux spéculatifs, les mêmes qui à d'autres moments se sont rués sur l'immobilier ou sur les actions des sociétés liées à internet, se précipitent de plus en plus sur ces denrées alimentaires, ou plutôt sur des morceaux de papier, des « contrats à terme » qu'ils achètent et revendent, alimentant ainsi la hausse des prix. Les journaux financiers

écrivent maintenant que le riz et toutes les céréales représentent de « remarquables opportunités pour les investisseurs », c'est-à-dire pour les banques et tous les organismes financiers qui cherchent à spéculer.

Le riz est ainsi passé en six mois de 420 dollars à 570 dollars la tonne à la Bourse de Chicago, de 330 dollars à 470 dollars la tonne à celle de Bangkok. Pour la seule journée du jeudi 2 mars, le prix du riz a bondi de 31 %.

La hausse vertigineuse des denrées alimentaires est une catastrophe à deux faces : l'enrichissement éhonté de certains, la famine accrue pour des millions d'autres.

Bertrand GORDES

• Flambée des prix en Côte-d'Ivoire

La colère explose

Fin mars, des manifestations contre la cherté de la vie ont éclaté dans plusieurs quartiers d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire. On pouvait entendre ou lire sur les pancartes: « On a faim », « Après les armes et les déchets toxiques, ils veulent nous tuer par la faim », « Le pauvre ne peut plus manger ». Certaines femmes dénonçaient le fait qu'elles ne peuvent même plus acheter le riz de grande consommation au prix relativement bas ou du lait, d'autres s'en prenaient aux dirigeants et aux nantis en affirmant: « Pendant que nous souffrons, ils roulent dans des voitures aux vitres teintées ». Ces manifestations ont été réprimées violemment par les forces de l'ordre qui ont tiré, faisant au moins deux morts et plusieurs blessés par balles.

Sur ce sujet, nous reproduisons des extraits de l'éditorial publié dans *Le pouvoir aux travailleurs*, mensuel de nos camarades de l'Union

Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes.

« Ces manifestations sont pour la plupart spontanées et composées des gens du petit peuple, souvent des mères, équipées d'assiettes et autres ustensiles de cuisine, criant leur colère contre la hausse vertigineuse des prix des aliments de base. Elles n'en peuvent plus de faire des kilomètres à pied pour essayer de dénicher au fin fond du marché d'un quartier populaire un peu d'aliment (souvent de mauvaise qualité) qui soit encore à la portée de leur bourse. Elles n'en peuvent plus d'entendre les gémissements et les pleurs de leurs enfants qui ont faim. (...) C'est la colère longtemps retenue qui explose aujourd'hui. Et ce n'est probablement qu'un début.

Ces mères de famille, les jeunes des quartiers, les tra-

vailleurs embauché ou journaliers, des gens du petit peuple sont nombreux aujourd'hui à dire non aux affameurs qui gouvernent nos pays et qui restent sourds et aveugles devant la situation de famine qui est déjà là pour beaucoup.

Ils ont raison, mille fois, de ne pas vouloir mourir ou laisser mourir les êtres chers dont ils ont la charge, sans crier leur révolte et leur dégoût à l'égard de ces dirigeants incapables, par lâcheté à l'égard des possédants, par mépris à l'égard des humbles ou pour les deux raisons à la fois, de prendre la moindre mesure d'urgence pour que les gens mangent. (...)

Ces gens-là savent comment cela a commencé, mais pas forcément comment ça peut finir, s'ils continuent à se mettre un bandeau sur les yeux et des bouchons dans les oreilles. »

• Égypte

La population pauvre affronte la police

Les 6 et 7 avril, dans la ville industrielle de Mahalla al-Kubra, dans le delta du Nil, ainsi qu'au Caire, des manifestations contre l'explosion des prix alimentaires et les bas salaires ont été violemment réprimées par des forces de police omniprésentes. Deux adolescents tués, plusieurs dizaines de manifestants blessés et des centaines d'arrestations, c'est la réponse du gouvernement d'Hosni Moubarak à ceux qui tentaient d'organiser la protestation.

À la veille d'élections municipales jouées d'avance qui devaient se tenir le 8 avril, l'opposition politique avait tenté d'organiser une journée de grève et de « villes mortes », afin de concentrer ce jour-là l'expression du mécontentement populaire, déjà visible depuis des mois, en particulier dans des rassemblements de milliers

d'ouvriers de l'usine textile Misr.

Le gouvernement a mis tout en œuvre pour que les manifestations ne puissent se tenir. Des forces de police étaient déployées aux endroits stratégiques de la capitale et à Mahalla al-Kubra. La presse avait rappelé l'illégalité de la grève et les risques encourus. Dans l'usine Misr, où des policiers en civil patrouillaient dans un but dissuasif, mille cinq cents travailleurs auraient cependant fait grève et deux mille manifestants se sont rassemblés à la sortie, chargés par la police antiémeute.

Dans les rues de la capitale, où des boutiques avaient fermé, des rassemblements sont aussitôt réprimés par la police, les manifestants réclamant cette fois encore la baisse des prix alimentaires et des hausses de salaires.

En Égypte, près de la moitié des 80 millions d'habitants vivent avec moins de deux dollars par jour et, récemment, des affrontements pour obtenir des galettes de pain dans les boulangeries subventionnées avaient causé la mort de quinze personnes. Le gouvernement semble avoir, ces jours derniers, multiplié la distribution de pain subventionné, rendant les files d'attente moins électriques. La proximité des élections municipales n'y est sans doute pas étrangère.

Il semblerait que Moubarak, malgré les déploiements de forces armées, ne parvienne pas à arrêter le développement des protestations, à la fois contre la misère et contre la dictature et la corruption qu'il impose depuis plus de vingt-cinq ans.

Viviane LAFONT

• Législatives anticipées en Italie

Derrière le brouillard des promesses

Les élections italiennes des 13 et 14 avril, anticipées à la suite de la chute du gouvernement Prodi en janvier, opposent essentiellement deux partis. À droite, le Peuple de la Liberté (Pdl) est le nouveau nom donné par Berlusconi à son regroupement, auquel s'est adjointe l'Alliance Nationale de l'ex-dirigeant néo-fasciste Fini. À gauche, ou plutôt au centre-gauche, le Parti Démocrate de Walter Veltroni est l'aboutissement du regroupement des Démocrates de Gauche (DS), eux-mêmes issus de l'ex-PC italien, avec divers regroupements du centre. La campagne électorale s'est ainsi axée sur l'opposition, plutôt feutrée, entre Berlusconi et Veltroni.

À l'approche des élections, c'est Berlusconi, ce magnat de l'audiovisuel affairiste qui a déjà gouverné l'Italie de 2001 à 2006, qui était donné favori, profitant visiblement des désillusions laissées à gauche par le gouvernement Prodi, qui pendant deux ans a utilisé son crédit pour gouverner contre les travailleurs, avec la collaboration des organisations syndicales.

L'article ci-après est extrait de l'éditorial du journal de nos camarades italiens, *L'Internazionale* (n°78 de mars 2008).

La guerre des promesses entre le Parti Démocrate et le Peuple de la Liberté occupe la scène politique, et Veltroni et Berlusconi se soutiennent l'un l'autre comme jamais auparavant. L'appel au « vote utile », après la décision de « courir seuls », la réduction du programme électoral à quelques points seulement pour donner une impression décidée et concrète, tout les rend semblables.

Parfois même, les exigences de la politique spectacle font prendre au « Cavaliere » Berlusconi l'allure d'un tribun du peuple. On l'a vu cherchant à haranguer le public, sans tribune et sans cravate, dans des discours apparemment improvisés. Son adversaire au contraire prend plus souvent l'allure d'un tranquille leader modéré, voire conservateur.

Peut-être cette mise en scène convaincra-t-elle certains. Peut-être influencera-t-elle l'orientation d'une fraction de l'électorat, mais on a la sensation que le dégoût pour la politique parlementaire, sans distinction, a gagné une partie consistante des travailleurs et des couches popu-

lares en général. Inutile de dire que la conduite du gouvernement Prodi a contribué de façon déterminante à ce sentiment, avec sa politique sociale qui a trahi toutes les attentes du monde du travail d'une amélioration de ses conditions.

Une chose est sûre: tout ce brouillard, auquel concourent également les formations politiques plus petites, est destiné à se dissiper sous l'effet de la crise qui se fait sentir dans l'économie mondiale. L'écroulement des titres liés aux « subprimes » en Amérique cet été a été le début d'une série de réactions en chaîne qui ne sont pas finies. On a assisté au déplacement de flux d'argent vers les matières premières ou les produits agricoles de base, devenus pour les grands spéculateurs une sorte de bien refuge. Il s'en est suivi l'augmentation des prix à la consommation que chacun d'entre nous affronte quotidiennement.

Il faut se préparer à temps. Il faut surtout ne s'attendre à rien de bon de quiconque gouvernera le pays après les 13-14 avril. Veltroni comme Berlusconi appartiennent au « parti des profits » et se préparent à soutenir les revendications antiouvrières du grand patronat. La question des salaires, ou bien sera posée et résolue en mettant sur un plateau de la balance la force des travailleurs, ou bien, dans le meilleur des cas, sera une couverture pour les demandes des dirigeants patronaux, qui voudront plus d'argent de l'État et plus d'heures de travail des ouvriers.

Lors du vote, les travailleurs pourront exprimer leur propre hostilité à un système qui continue à les presser comme des citrons, en s'abstenant, en annulant leur bulletin, en votant pour une liste d'extrême gauche. (...) Restera le problème de donner à leurs aspirations et à leurs intérêts de classe la dignité d'une grande force politique. En fait, un parti qui exprime les intérêts de la classe travailleuse est encore une fois absent de la compétition politique, et pas seulement sur le plan électoral.

• 4 avril 1968

L'assassinat de Martin Luther King

Le 4 avril 1968, le pasteur Martin Luther King était abattu par un tireur blanc dans la ville de Memphis, aux États-Unis. L'assassinat d'un homme qui était apparu comme le principal dirigeant des Noirs américains dans la lutte pour la reconnaissance de leurs droits allait soulever une immense vague d'indignation, jusqu'au-delà des frontières. Mais, en même temps, sa mort allait marquer un tournant pour le mouvement noir, après une période où il avait été le principal apôtre de la non-violence.

En 1964, après dix années de luttes aux formes variées, les Noirs américains avaient imposé une législation garantissant leurs droits civiques et mettant fin théoriquement à toute forme de ségrégation. Mais ces lois nouvelles ne pouvaient suffire à empêcher que la majorité des Noirs restent, selon une expression du pasteur, dans « les sous-sols de la Grande Société » promise par le président d'alors, Lyndon Johnson. Depuis 1964, chaque été, les émeutes des quartiers noirs des grandes villes venaient rappeler les difficiles conditions d'existence imposées aux Noirs pauvres, qui d'ailleurs payaient aussi, en tant que soldats, le tribut le plus lourd à la guerre du Viêt-nam.

Cette persistance du racisme et des inégalités entraîna, dès 1963, une radicalisation de plus en plus visible. Sur la gauche de l'aile modérée conduite par le pasteur King, apparurent des groupes et des leaders se réclamant d'un « Pouvoir noir » et dénonçant les limites de la « non-violence » prônée par ce pasteur qui leur recommandait : « Aimez vos ennemis, bénissez ceux qui vous maudissent, (...) recherchez la réconciliation, la justice, et non la victoire. »

Tout en voulant rester dans le cadre de l'action non-violente, Martin Luther King dénonçait les inégalités sociales, comme le gaspillage d'argent et d'énergie dans la poursuite de la guerre du Viêt-nam. Il tenta de mettre sur pied une « Campagne pour les pauvres ». Ainsi, venu à Memphis le 18 mars 1968 pour soutenir les éboueurs de la ville en grève, King fut applaudi pour ses déclarations : « Notre combat est maintenant celui de l'égalité économique. Quel profit peut tirer un homme qui a le droit d'accéder aux comptoirs d'un café ou d'un restaurant ouvert à tous, s'il ne gagne pas assez d'argent pour se payer un hamburger et un café ? », demanda-t-il.

Le 28 mars, à Memphis encore, il participa à une manifestation durement réprimée par la police. Le 4 avril, il fut assassiné alors qu'il préparait la manifestation suivante. Sa mort

déclencha une vague d'émeutes dans plus de 125 villes. Le gouvernement déploya 75 000 soldats et gardes nationaux, tandis que 50 000 soldats étaient en alerte dans les bases militaires. La répression des manifestations fit 46 morts, 3 500 blessés et entraîna 20 000 arrestations. Le *Washington Post* remarqua que, dans la capitale même des États-Unis, l'émeute avait mobilisé 20 000 personnes, pour les trois quarts des travail-

leurs noirs. La masse des Noirs pauvres perdait patience. Elle ne supportait plus le chômage, les discriminations à l'embauche, à l'école ou dans le logement, l'insalubrité des ghettos, les brutalités policières, ni de savoir que nombre d'entre eux mouraient chaque jour au Viêt-nam, dans une guerre pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs.

Une partie des Noirs américains se radicalisaient. La mort du non-violent Martin Luther King sous les balles d'un tireur blanc donnait raison à ceux qui, au sein du mouvement noir, concluaient que rien ne pourrait être conquis sans des luttes, y compris violentes, contre un système qui régnait par la violence.

Des organisations nationalistes noirs radicales comme le Black Power (Pouvoir Noir) ou les Black Panthers (Panthères Noires) allaient connaître un essor. Ce radicalisme d'une partie des Noirs exprimait leur détermination à en finir avec la soumission. Mais cette critique de la société américaine n'allait pas réussir à déboucher sur une remise en cause de la société capitaliste elle-même, véritable cause des inégalités sociales et de l'oppression que subissaient les Noirs en tant que couche la plus déshéritée de la classe ouvrière américaine.

Le pouvoir réagit en réprimant avec énergie les mouvements les plus radicaux. Mais en même temps, devant la vague de manifestations, la bour-

geoisie américaine eut suffisamment peur pour faire des concessions. Dès le 10 avril 1968, le Congrès approuva la dernière partie de la législation des droits civiques, celle sur le droit au logement. Les années suivantes, des fondations privées allaient distribuer des millions de dollars pour promouvoir des patrons noirs. Cette politique allait peu à peu désarmer la force explosive que représentait alors le mouvement noir américain. Les portes allaient s'ouvrir à une génération de cadres et de dirigeants noirs, qui peu à peu allaient eux aussi faire carrière et, pour certains, devenir tout à fait semblables aux politiciens blancs qu'ils avaient combattus.

Jacques FONTENOY



La grève des éboueurs de Memphis

En février 1968, 1 300 travailleurs du service de la voirie de la ville de Memphis se mettaient en grève pour obtenir la reconnaissance du syndicat dans leur entreprise, le seul service municipal n'employant que des Noirs et le seul où aucun syndicat n'était reconnu. C'est en venant les soutenir que Martin Luther King fut assassiné le 4 avril 1968.

Les conditions de travail de ces éboueurs étaient très dures, dans une ville qui n'obligeait pas les résidents à empaqueter leurs ordures, jetées en vrac dans la rue. Un travailleur avec quinze ans d'ancienneté ne touchait que cinq centimes de plus que le salaire minimum fédéral. Le ramassage durait jusqu'à ce que leur secteur soit fini, que cela prenne huit ou quatorze heures, et sans paiement d'heures supplémentaires. S'il pleuvait, ils pouvaient être renvoyés chez eux sans rien toucher, ou très peu. Ils pouvaient être licenciés pour

une minute de retard. Ils n'avaient qu'une pause d'un quart d'heure pour leur repas. Ils n'avaient droit à aucun jour de maladie.

Le 1^{er} février 1968, deux travailleurs moururent après avoir été happés par une benne. Plusieurs centaines de travailleurs assistèrent à un meeting de protestation, puis se mirent en grève le 12 février : sur les 180 camions de la voirie, 38 seulement sortirent comme d'habitude. La grève reçut le soutien des organisations en faveur des droits civiques et du clergé noir. « Je

suis un homme », fut le slogan de ce qui n'était pas seulement une lutte économique mais aussi une lutte contre la discrimination raciale.

Le 14 février, le maire lança, sans succès, un ultimatum aux grévistes pour qu'ils reprennent le travail. Le 20 février, le syndicat dont dépendaient les éboueurs (l'AFSCME) et une organisation noire modérée (la NAACP) appelèrent à un boycott des commerçants du centre-ville. Après que, le 23 février, la police eut réprimé une manifestation des grévistes, les dirigeants noirs appelèrent leur communauté à se joindre aux manifestations.

À partir de là, la lutte prit la forme d'un meeting quotidien réunissant un millier d'ouvriers à l'heure du déjeu-

ner, auquel participaient les organisations soutenant la grève, suivi d'une manifestation en ville.

Le 18 mars, Martin Luther King vint soutenir les grévistes dans le cadre de sa « Campagne pour les pauvres ». Le 28 mars, il prit la direction d'une manifestation qui tourna à l'émeute. Un adolescent de 16 ans fut tué par la police, une soixantaine de personnes furent blessées et il y eut 280 arrestations. Enfin, le 4 avril, le pasteur était assassiné.

Le lendemain de son enterrement, un émissaire du président Johnson rencontrait le maire de Memphis pour lui demander de céder. Le 16 avril, la grève s'arrêtait sur une victoire des grévistes.

J. F.

• PSA-UIMM

Leur solidarité contre les travailleurs

La direction de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois a finalement reconnu avoir touché la somme de 550 000 euros de la part de l'UIMM (l'Union patronale de la métallurgie), après la grève pour les 300 euros qui avait touché l'usine durant six semaines, en mars-avril 2007. Par la même occasion, on apprenait que l'usine d'Aulnay avait versé l'an dernier une cotisation de 50 000 euros à la caisse antigreve de l'UIMM.

Lorsque le scandale de la caisse noire de l'UIMM avait éclaté, à l'automne dernier, des syndicalistes avaient demandé, lors d'un CE, quel était le montant des cotisations de PSA à la caisse noire de l'UIMM, et si en retour l'entreprise avait ou non, reçu une aide de la caisse antigreve du patronat, les représentants de la direction avaient nié, prenant des mines scandalisées.

Aujourd'hui le directeur de l'usine prétend que tout cela serait normal et qu'« en toute transparence » l'aide de l'UIMM figure dans les comptes 2007 du groupe, etc. Pourquoi, alors, avoir mis tant d'énergie à nier ces faits il y a six mois ?

Mais puisque la direction de l'usine prétend jouer la transparence, beaucoup d'ouvriers veulent savoir à quoi a réellement servi cette somme. À payer les ouvriers du Ferrage ou de la Peinture qui acceptaient d'aller travailler sur les chaînes du Montage

alors bloquées ? À rembourser les repas et les hôtels des ouvriers appelés d'autres sites du groupe pour briser la grève ? Ou encore à payer les huissiers qui, minute par minute, fliquaient les grévistes dictaphone et appareil photo à la main ?

Malgré sa volonté d'afficher une sérénité de façade, la direction de l'usine – et du groupe PSA – est bien embarrassée par cette affaire. Mardi 8 avril, le défilé des journalistes et des caméras à l'entrée de l'usine, pour venir interviewer les délégués syndicaux ne réjouissait personne parmi les directeurs.

La ligne de défense du patron, c'est que « c'est son argent » qu'il en fait ce qu'il veut, qu'il a bien le droit de cotiser à une caisse d'entraide, que ce droit est même garanti par le Code du travail... Mais de leur côté, les ouvriers savent bien que cet argent est le leur, produit par leur travail, grâce aux augmentations de cadence et à des milliers de suppressions d'emplois. Que cet argent serve à engraisser les actionnaires n'a déjà rien d'agréable, mais qu'il serve en plus à alimenter une caisse antigreve, c'est ressenti comme un peu fort !

De l'argent qui doit revenir aux travailleurs

Le demi-million d'euros perçu par la direction de l'usine correspond presque

exactement à ce qui aurait été nécessaire pour payer les jours de grève – une revendication sur laquelle la direction n'avait pas reculé d'un pouce en avril 2007. Comme quoi, ce n'est évidemment pas pour le patron une question de moyens, mais une question de principes.

Cette affaire est aussi l'occasion de constater une fois encore qu'il y a deux poids et deux mesures. Pendant que les patrons, au nez et à la barbe des services fiscaux, alimentent et puisent dans leurs caisses noires, les anciens grévistes doivent, eux, faire face aux contrôles d'une administration tatillonne. Ainsi, lorsque des aides ont été versées aux grévistes et à leurs familles (20 000 euros du Conseil général de Seine-Saint-Denis et 10 000 euros de la ville de Saint-Denis), le préfet a jugé ces aides « illégales » et a entamé des procédures en justice pour les contester – certaines de ces sommes sont d'ailleurs toujours bloquées, un an plus tard !

Toutes ces raisons font que cette affaire de caisse noire suscite bien de l'écœurement chez les ouvriers de PSA, dont beaucoup partagent l'idée que ces 550 000 euros devraient, immédiatement, être reversés aux grévistes.

Correspondant LO

• PSA – Mulhouse (Haut-Rhin)

Des annonces en trompe l'œil

« 600 créations de postes de travail », le « robinet de l'embauche s'ouvre »... La presse locale et nationale a largement commenté l'annonce de la direction du site de production de PSA Mulhouse du redémarrage d'une équipe de nuit d'ici le 30 juin.

En fait, ce sont les portes des agences d'intérim qui vont être grandes ouvertes dans les prochaines semaines pour apporter de la main-d'œuvre à PSA, puisque les 600 postes de travail seront tenus exclusivement par des intérimaires, soit de nuit, soit en doublage pour remplacer les embauchés qui changeront d'horaire.

La direction compte augmenter de 23 % la production des modèles 206 et 308, ce qui devrait faire passer la production de l'usine à près de 1 600 voitures par jour.

La production avait déjà augmenté de près de 20 % à la fin de l'année dernière. En plus d'aug-

menter les cadences, la direction avait fait appel à des travailleurs en intérim ou en CDD pour renforcer les effectifs. D'ailleurs, bon nombre d'entre eux ont été mis en fin de mission depuis, puisqu'il ne se passe pas une semaine sans que la direction ne supprime des postes, en augmentant la charge de travail de ceux qui restent.

Avec la baisse continue des effectifs, c'est l'équivalent de cinq postes qui ont été supprimés par jour travaillé, ces quinze derniers mois !

Ce ne sont donc pas des articles de journaux qui peuvent faire oublier les collègues intérimaires renvoyés à l'ANPE, les rythmes de travail qui s'intensifient, ni les 600 emplois supprimés l'an dernier et les 360 prévus cette année dans le cadre des départs « volontaires » organisés par PSA pour « réduire les coûts ».

Correspondant LO

• Accident mortel à Renault-Flins

La direction condamnée

La direction de Renault vient d'être condamnée par le tribunal des Affaires de la Sécurité sociale de Pontoise pour « faute inexcusable de l'employeur ». Cela concerne un accident mortel survenu à Flins, dans l'atelier des Presses, il y a quatre ans.

Le 29 mars 2004, un jeune travailleur de 30 ans avait trouvé la mort, écrasé entre deux outils de presses pesant plusieurs tonnes, alors qu'il manipulait un pont roulant. Il avait tenu plusieurs postes avant d'utiliser le pont en question qui présentait des anomalies signalées depuis des mois. Tous les travailleurs avaient été bouleversés par l'accident mais aussi ulcérés de voir jusqu'où pouvait aller la politique de rentabilité de la direction et son mépris pour la vie des travailleurs.

Depuis, les choses n'ont pas fondamentalement changé. Un atelier d'emboutissage est un secteur dangereux par définition, avec des tôles coupantes, un environnement extrêmement bruyant, des va-et-vient de fenwicks incessants. L'atelier de Flins est particulièrement encombré, les fréquents changements de gammes de pièces à emboutir entraînent des changements d'outils de presse qui

présentent plusieurs tonnes et les caristes doivent aller toujours plus vite pour éviter les arrêts de lignes. Aucun autre accident mortel n'a eu lieu depuis quatre ans mais il y a deux mois un accident extrêmement grave s'est encore produit : un travailleur renversé par un engin a dû être amputé des deux jambes.

La condamnation de la direction est une bonne chose. Tout le monde l'a ressenti ainsi, d'autant plus qu'elle cherche toujours, dès qu'il y a un accident, à faire retomber la responsabilité sur les travailleurs. Ses avocats ont d'ailleurs multiplié les procédures pour faire traîner les choses en longueur, comptant peut-être sur la lassitude des parents de la victime. Mais, même s'il a fallu quatre ans d'action en justice, les attendus du tribunal indiquent bien que la direction n'a pas respecté « l'obligation de sécurité » et « qu'elle aurait dû avoir conscience du danger auquel était exposé le salarié ». La direction, et elle seule, est responsable des accidents : c'est exactement ce que nous dénonçons depuis des années.

Correspondant LO



Mars 2007: Les ouvriers de PSA Aulnay en grève.

• Mondial Assistance Paris, Bagnolet et Le Mans

Suite et fin de la grève pour 150 euros d'augmentation

La grève pour les 150 euros d'augmentation s'est poursuivie la semaine dernière à Mondial Assistance, avec tous les jours un rassemblement devant le siège de la rue de Londres à Paris.

Vendredi 4 avril, les propositions de la direction étaient portées à 100 euros de plus sur la prime de vacances passant de 1 400 à 1 500 euros et un salaire d'embauche minimum de 1 500 euros brut au lieu de 1 280. Mais pour le reste, rien de changé, 700 euros de prime exceptionnelle et le maintien d'une augmentation générale sous-dimensionnée entre 2,5 % et 2 % selon le niveau actuel du salaire.

Lundi 7 avril la direction maintenait toujours ses positions, les grévistes acceptaient la reprise pour le mercredi 9.

Nous n'avons pas obtenu l'augmentation demandée, mais tout de même quelques acquis. D'autant que durant ces neuf jours de grève nous avons eu le loisir de faire connaissance et d'échanger sur nos conditions de travail, rompant aussi avec la situation antérieure où, entre les différents services et immeubles, nous n'avions pas l'occasion de nous parler. Cela aussi est à mettre au compte de la grève, en espérant que ces nouvelles relations nous renforceront à l'avenir.

Correspondant LO



• La Redoute-Roubaix – Wattrelos

Débrayages pour les salaires

Depuis le mardi 1^{er} avril, des débrayages importants ont lieu chaque matin à la Redoute. Une minorité active est même en grève totale depuis ce jour. C'est à la Martinoire, le secteur « industriel », là où l'on trie et où l'on emballe les colis, là où l'on charge aussi les camions qui partent livrer leurs « 24 h Chrono », que le mouvement est le plus suivi. C'est aussi là que les conditions de travail sont les plus dures. Les salaires sont au smic. La direction avait même prévu d'étaler la prime d'ancienneté sur tous les mois de l'année, pour que le smic soit atteint sans rien rajouter aux minima de la branche qui sont au dessous du smic ! Face à l'agitation qui gagnait, la direction a reculé mais, quand elle a proposé 1,2 % d'augmentation des salaires

pour l'année (0 % pour l'encadrement), l'agitation est repartie à la hausse.

Le premier jour (sur les 2 000 personnes, dont 700 intérimaires, de la Martinoire) 700 travailleurs ont débrayé et se sont retrouvés en assemblée générale. Depuis, tous les jours, une assemblée générale se tient le matin et une autre pour les équipes d'après-midi. Le mercredi 2 avril, les travailleurs ont été envahir la salle des négociations. Et le lendemain, à plus de 800 personnes, ils ont débrayé et ont voté les revendications : 150 euros d'augmentation, l'embauche de 300 intérimaires et le paiement des heures de grève.

Vendredi 4 avril, une manif très réussie est partie vers Roubaix, à quelques kilomètres, où se trouvent les employés, pour

essayer de les entraîner. Une partie d'entre eux ont débrayé. Une centaine de travailleurs de Vert Baudet (filiale de la Redoute), en débrayage, sont également venus à ce rassemblement.

La direction n'a pour l'instant rien cédé de plus qu'une augmentation minimum de 18 euros pour les salaires les plus bas. Autant dire rien du tout, même pas de quoi faire un demi-plein par mois.

Depuis le lundi 9 avril et le début des vacances scolaires de la zone, beaucoup sont en congé. Il y a de moins en moins de monde aux assemblées mais les débrayages restent encore importants. Les grévistes sont bien conscients qu'il faudrait que le mouvement s'étende à d'autres secteurs pour faire reculer ces grands patrons :

Pinault pour la Redoute, Mulliez pour les 3 Suisses. Aussi, ce mardi matin, ils sont allés s'adresser aux travailleurs des 3 Suisses, qui les ont bien accueillis.

Le groupe de Pinault, qui possède entre autres la Redoute, a fait un milliard d'euros de bénéfices en 2007. Le chiffre d'affaires de la Redoute n'arrête pas d'augmenter. Depuis cinq ans, 1 000 emplois ont disparu, les 4 700 embauchés qui restent et les 700 intérimaires présents en moyenne à l'année se fatiguent toujours plus pour suivre des cadences infernales.

La Redoute a largement les moyens de payer, aux grévistes de l'y aider.

Correspondant LO

• La Poste - Centre de tri de Saint-Priest (Rhône)

Un coup de semonce

Vendredi 4 avril, au cinquième jour de grève, les employés du centre de tri de Saint-Priest et de la nouvelle Plate-forme industrielle courrier (PIC) ont décidé de suspendre leur mouvement. Même si la participation restait forte (de 20 à 60 % de grévistes au quatrième jour, selon les services), la tendance était à la baisse. Les grévistes se sont donc donné rendez-vous au mois de juin, lorsque la PIC tournera à plein régime.

Un des grands chantiers de réorganisation de La Poste était de fusionner l'ensemble des centres de tri du courrier de la région lyonnaise et de Bourg-en-Bresse (Ain) en une seule entité : la Plate-forme industrielle courrier. À la PIC, la

mécanisation des opérations de tri étant beaucoup plus poussée, cela se traduit par des coupes dans les effectifs : de 1 200 agents dans l'ensemble des centres de tri, il n'en restera plus que 650 d'ici le mois de juin.

Horaires chamboulés (jusqu'à 56 nuits supplémentaires travaillées par an pour les équipes de nuit, par exemple), intensification du travail, pauses chronométrées, surveillance permanente du personnel par plus de 70 caméras, telles sont les conditions de travail réservées aux « heureux élus » appelés à travailler à la PIC. Et pour ceux de l'ancien centre de tri qui ne sont pas retenus, ils doivent trouver par eux-mêmes d'ici le

mois de juin un poste de travail parmi ceux qui sont proposés à la « bourse de l'emploi ».

Quant aux salaires, La Poste, qui annonce pourtant des bénéfices en progression de 16 % en 2007, n'envisage qu'une prime de 102 euros brut, et encore moins pour les agents à temps partiel et les malades. Cela, répondant au fait qu'il revient plus cher de se rendre au travail dans la nouvelle entité, a été ressenti par tous comme une insulte.

Du côté de la direction, le mutisme a été total. Le jeudi 3 avril, plus d'une centaine de grévistes s'étaient rassemblés devant la direction départementale. Ils ont trouvé l'Hôtel des postes, à Lyon,

entièrement barricadé. Le directeur départemental s'est contenté d'envoyer un sous-fifre lire un communiqué. Quant aux employés du centre courrier de l'Hôtel des postes, réduits à l'inactivité, ils ont offert le café aux grévistes des centres de tri, en signe de solidarité.

En suspendant leur mouvement vendredi 4 avril, les grévistes ont donc accordé un délai supplémentaire à la direction pour revoir sa copie. Mais ce n'est que partie remise et la colère risque d'être encore plus grande si la direction ne change rien d'ici le mois de juin.

Correspondant LO

• Sécurité sociale Rennes

Un coup de colère bienvenu

La CPAM d'Ille-et-Vilaine a créé une plate-forme de service téléphonique dédiée aux assurés sociaux. C'est un service payant pour les assurés : 12 centimes d'euros la minute.

La plate-forme compte une quarantaine de téléconseillers, principalement des jeunes, embauchés juste au smic dont les conditions de travail se sont progressivement dégradées : suppression du maximum de six heures par jour de présence au téléphone, interruption des pauses sur ordre des chefs, difficultés à obtenir les congés aux dates voulues...

À une vingtaine, les téléconseillers ont débrayé chaque jour, en fin de matinée, au moment où les appels sont les plus nombreux. Le mouvement a commencé le 17 mars et duré jusqu'au 1^{er} avril. Ils ont choisi quatre à cinq d'entre eux pour les représenter dans les discussions avec la direction.

La direction a reconnu la dégradation de leur situation : augmentation considérable du nombre d'appels (+ 9 % en janvier 2008, + 17 % en février, encore + 6 % en mars), difficultés sensibles dans l'application de la législation et manque de personnel.

Finalement il a été obtenu un niveau de salaire supérieur au bout de trois mois d'affectation à la plate-forme (100 euros brut), une prime d'accueil (50 euros brut) au bout de six mois de présence et quatre agents supplémentaires. Cette action menée collectivement a resserré les rangs.

Un autre service, celui des risques professionnels, ou service dit « accidents du travail », a posé à son tour ses revendications en débrayant chaque jour depuis le jeudi 27 mars. Ils viennent d'obtenir le remplacement de deux futurs départs en retraite et trois postes supplémentaires. Dans les deux services, la direction a cédé le paiement de la moitié des heures de débrayage.

Tout cela redonne le moral aux intéressés et rompt avec des années d'acceptation des économies sur les salaires et le personnel.

Correspondant LO

• ArcelorMittal – Gandrange

Sarkozy chargé de communication de Mittal

On allait voir ce qu'on allait voir ! À quelques semaines des municipales, Sarkozy était venu bomber le torse à Gandrange et affirmer que, avec ou sans Mittal, il sauverait les emplois. Et puis... rien. Si : il paraît que, dans les discussions qu'ils ont eues depuis, Mittal et Sarkozy « se sont très bien entendus » – mais qui pouvait en douter ? Ceci dit, les 595 emplois directs concernés par la fermeture de l'aciérie et d'un laminoir à Gandrange seront bel et bien supprimés. Sans compter près de 700 emplois, si l'on y ajoute les intérimaires présents sur le site et les sous-traitants.

Lundi 7 avril au soir, après la rencontre avec les syndicats de Gandrange, le gouvernement et les médias à son service ne tarisaient pas sur les 124 emplois promis par ArcelorMittal dans un centre de parachèvement, de services et de formation. Bref, une annonce vague et qui suscite plus que de la méfiance chez les travailleurs. D'autant qu'ils ne remplaceront pas – si jamais ils voient le jour – les emplois supprimés dans quelques mois. Quant aux reclassements promis sur Florange tout proche ou au Luxembourg, c'est, en creux, l'annonce d'autant de renvois d'intérimaires sur ces sites.

Depuis le début de

l'annonce des projets de Mittal, les travailleurs de Gandrange ont vécu les événements avec une certaine fatalité : les fermetures d'usine ce n'est pas vraiment nouveau en Lorraine, l'usine de Gandrange elle-même étant passée de 14 000 travailleurs à 1 100 en une trentaine d'années. D'où une très faible mobilisation aux appels lancés – en ordre dispersé – par des syndicats surtout préoccupés par la recherche de « solutions industrielles ».

Jeudi 3 avril, les syndicats avaient rendez-vous avec le préfet de Moselle pour lui demander que Sarkozy respecte ses promesses de maintien de l'emploi auxquelles certains voulaient croire, tel ce responsable CFDT omniprésent dans les médias, qui s'émerveillait, lors de la visite présidentielle : « Il parle comme un syndicaliste » ! Moins de 200 personnes étaient présentes à l'appel de tous les syndicats, et le préfet n'a bien sûr apporté aucune garantie.

Le lendemain, un CE extraordinaire était convoqué pour entériner les choix de la direction. Prudente, elle l'avait convoqué à une vingtaine de kilomètres de l'usine, à Metz, dans des locaux patronaux. Le

CE s'est tenu sans la CGT – qui appelait à la grève pour la journée. Les délégués CGT ont été bloqués à la porte avec la petite centaine de manifestants qui voulaient rentrer dans les locaux. Le CE a duré dix minutes et les responsables CFDT et CGC – qui ont tout de même voté contre les projets de la direction – se sont fait copieusement insulter par les jeunes présents pour s'être prêtés à la mascarade. Il a fallu que des militants CGT s'interposent pour éviter d'en venir aux mains. Puis, dans la matinée, le bureau du directeur de Gandrange – absent du site – a été « déménagé » sans ménage-

ments par des jeunes et des syndicalistes excédés de voir des patrons annoncer des suppressions d'emplois sans avoir le courage d'affronter les travailleurs.

Ce vendredi 4 avril, la grève appelée par la CGT a connu un très faible écho car, pour la plupart des travailleurs, les jeux étaient faits. Sans compter l'intox de la direction expliquant que les mutations au Luxembourg étaient très intéressantes, avec des payes mirobolantes. En fait, les horaires n'y sont pas les mêmes (on travaille 40 heures au Luxembourg) et surtout, en comptant le temps et l'argent néces-

saires au transport, il ne restera rien dans le porte-monnaie.

Avec l'annonce des suppressions d'emplois, ArcelorMittal va décrocher de nouvelles aides : un fonds d'investissement de 20 millions d'euros financé pour moitié par les pouvoirs publics et pour moitié par le numéro mondial de l'acier va être créé.

Bref, de nouveaux sacrifices pour les travailleurs, de nouveaux cadeaux pour les employeurs. Il n'y avait rien d'autre à attendre des bourgeois ni de Sarkozy, leur commis.

Etienne HOURDIN



AFP

• General Motors - Strasbourg

Des licenciements pour les profits

Depuis le 10 mars les salariés de l'usine GM de Strasbourg, où sont fabriquées des boîtes de vitesse automatiques pour les États-Unis et BMW, savent de façon officielle que la direction veut supprimer 168 postes. Ces suppressions de postes font partie des 5 400 annoncées dans les usines du groupe en Europe.

À vrai dire cette annonce n'a surpris personne dans l'usine. Depuis le mois de septembre 2007, la direction a fait partir une quarantaine de cadres et techniciens. Selon une liste établie depuis des mois, elle a convoqué ces salariés et les a licenciés sous différents prétextes, tous plus fantaisistes les uns que les autres : faute, incompétence, retard à l'inventaire, etc. D'autres salariés, ouvriers de maintenance ou employés, ont

été envoyés en production. Et depuis la fin 2007 il était fortement question de sous-traiter les services de maintenance et d'autres encore, appelés par la direction « services non productifs ».

L'usine de Strasbourg est-elle déficitaire ? Non. Les profits sont en augmentation. Ils avaient été réduits en 2005 et 2006, du fait des investissements pour la nouvelle boîte 6 vitesses, mais vont passer de 16,2 millions d'euros à 41,4 millions en 2008.

Dans son plan de licenciements (les effectifs avaient déjà diminué de 2 100 personnes en 2000 à 1 443 début 2008), la direction explique que l'usine GM Strasbourg est autonome financièrement, qu'elle fait des profits mais qu'elle n'est pas encore assez compétitive.

À Strasbourg, les coûts horaires seraient trop élevés par rapport à d'autres usines du groupe. Ils atteindraient 27,60 euros (entre 10 et 11 euros de moins que dans les usines en Allemagne). C'est insupportable, selon la direction, comparé à la Hongrie avec 11,40 euros, à la Pologne à 7,60 euros, sans même parler de la Chine où le coût horaire est de 1,10 euros !

La direction de GM Strasbourg s'évertue à faire croire que l'usine n'est pas suffisamment productive par rapport à d'autres usines. Elle fait feu de tout bois pour diviser les travailleurs. Après avoir expliqué qu'il y avait trop d'emplois indirects, elle veut maintenant licencier des ouvriers et rassure les travailleurs des services annexes qui ne sont plus

concernés par les 168 suppressions de postes, alors que depuis trois mois elle les inquiétait avec des projets de sous-traitance.

La direction organise aussi dans les ateliers des réunions avec l'encadrement dont l'objectif est de supprimer des postes. Toute l'énergie déployée y compris par des cadres, dont certains se demandent s'ils ne feront pas partie de la prochaine charrette, est destinée à obtenir une augmentation de la productivité de 10 % par an dès 2009.

En fait, General Motors Corporation présente la note à tous les salariés du groupe pour maintenir ses profits et renflouer les trous que la crise des subprimes aux États-Unis a creusés dans les finances de son département Finance/Assu-

rance. La GMAC, branche financière de GM, a joué et perdu en spéculant dans l'immobilier au point que la branche automobile a dû couvrir les pertes de GMAC à hauteur de 49 %, selon ses propres dires.

Et il faudrait que les ouvriers paient encore en perdant leur emploi et leur salaire, alors que c'est déjà avec les profits farmineux qu'ils produisent que ces parasites de l'économie jouent au casino. C'est pour mener à bien cette tâche que le PDG de GMC s'est octroyé une augmentation de 33 %, ainsi qu'une prime de 3,2 millions de dollars si son plan réussit.

Correspondant local

• L'Afghanistan, le PS et le gouvernement

Difficile de s'opposer... quand on est d'accord

Mardi 7 avril, les députés socialistes ont déposé une motion de censure contre le gouvernement, incluant la possibilité, toute théorique, de le renverser par un vote. Le motif de cette motion est d'« éclairer les Français sur la rupture du consensus national qui prévalait sur les principes d'indépendance militaire et stratégique ». C'est-à-dire sur l'envoi d'un contingent supplémentaire en Afghanistan et la prochaine réintégration de la France dans le commandement de l'Otan.

François Hollande, à la tribune de l'Assemblée nationale, a qualifié la situation en Afghanistan de catastrophe pour la population et sans solution

militaire. Il a par ailleurs souligné que si l'Otan, en charge des opérations en Afghanistan, y dépensait chaque jour sept millions de dollars d'aide humanitaire, l'intervention militaire coûte, elle, cent millions de dollars par jour.

Après ces fortes paroles, l'orateur socialiste a quand même rappelé que les députés de son parti avaient approuvé la participation française à la guerre en Afghanistan, sans toutefois dire que c'était Jospin qui était alors Premier ministre.

Pour ce qui est du commandement de l'Otan, si Hollande a précisé que de Gaulle en était sorti en 1966, il ne s'est pas souvenu que Jospin avait

engagé, pour la première fois, des troupes françaises sous commandement de l'Otan, en ex-Yougoslavie.

Bref, pour sa première motion de censure depuis l'élection de Sarkozy, le PS a choisi un terrain sur lequel il n'a pas de réelle opposition avec le gouvernement.

Cela permettra au Parti Socialiste de ne pas dépasser les limites du « jeu parlementaire », dont la principale caractéristique est d'être sans conséquence aucune sur la politique réelle du pays.

Paul GALOIS



ARC

• La France et l'OTAN

Encore plus de complicités avec l'impérialisme américain

La récente décision du gouvernement d'envoyer des renforts en Afghanistan, immédiatement suivie de l'annonce d'un prochain retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, ont été dénoncées par les parlementaires du PS et du PCF et par une partie de la droite. Ils dénoncent une allégeance un peu trop marquée aux États-Unis, trahissant le « gaullisme ».

Il est vrai que c'est de Gaulle qui, en 1966, avait décidé la sortie de la France du commandement de l'Otan, mais du commandement seulement, et demandé la fermeture des bases américaines dans le pays. L'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) avait été mis en place en 1949 pour coordonner les armées des pays « démocratiques » devant ce qu'ils appelaient la « menace soviétique ». Il s'agissait en fait de permettre à l'armée des

États-Unis de disposer de bases en Europe de l'Ouest, de mettre éventuellement les troupes européennes sous son commandement en prévoyant les structures adéquates, de faire participer l'ensemble des pays concernés au financement de l'armée de Guerre froide. La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne (à partir de 1955) et les autres pays de moindre puissance, en adhérant à l'Otan, acceptaient les États-Unis comme chef de file militaire, diplomatique et économique. Ils acceptaient aussi de fait que ce soit l'impérialisme le plus puissant qui règle les questions internationales.

En 1966, l'heure était à la détente avec l'URSS, alors que les États-Unis étaient embourbés dans la guerre du Vietnam. La France avait perdu ses colonies et pouvait donc, avec une sérieuse dose de mauvaise foi, essayer de se faire passer pour



l'amie des peuples africains, arabes, asiatiques, etc. Elle pouvait en tout cas tenter de jouer sa propre carte, et son propre commerce, en se démarquant des Américains. C'est ce qui motiva le geste de de Gaulle vis-à-vis de l'Otan et quelques autres déclarations « gaulliennes » du même tonneau, faites aux quatre coins du monde.

Toutefois, la France continua à participer à l'Otan, à ses réunions et à ses manœuvres militaires et surtout, dans toutes les crises sérieuses, l'impérialisme français se rangea aux côtés de l'impérialisme américain.

À partir de 1991, la désagrégation de l'Union soviétique, la réunification de l'Allemagne et le démembrement de la Yougoslavie firent que les gouvernements américains sortirent l'Otan de son sommeil paisible et de ses casernes pour lâcher ses troupes sur la Yougoslavie. Sans avoir besoin de réintégrer le commandement militaire intégré, la France envoya plusieurs milliers d'hommes dans les Balkans et fut au quatrième rang pour financer ces opérations de l'Otan.

Depuis lors, les troupes de l'Otan, armée française comprise, ont été envoyées bien loin de leurs bases de « l'Atlantique Nord », jusqu'en Afghanistan,

en Somalie, etc. L'impérialisme américain essaye en effet de faire partager à d'autres le poids de ses sales guerres. Lorsqu'il n'arrive pas à convaincre l'ONU, où tous les pays sont représentés, il mène donc la guerre au nom de l'Otan, où il ne compte que de fidèles amis.

La réintégration du commandement de l'Otan par la France ne changerait rien sur le fond à la solidarité profonde d'un impérialisme de seconde zone avec la première puissance mondiale. Mais si, au temps de de Gaulle, la bourgeoisie française essayait de contester, respectueusement et marginalement, la domination américaine, aujourd'hui elle semble préférer faire allégeance publiquement.

P. G.

• Budget militaire

Les caisses de l'État ne sont pas vides pour tout le monde

Le budget 2008 prévoyait 460 millions d'euros pour financer les opérations militaires extérieures de l'armée française. Mais les interventions successives au Liban, en Côte-d'Ivoire et au Tchad, puis le renforcement des troupes intervenant en Afghanistan vont faire monter la note. D'après le journal *Les Echos*, le ministère

de la Défense prévoit 850 millions d'euros au moins pour couvrir l'ensemble de ces opérations. Et encore, Sarkozy a jusqu'à décembre pour en inventer d'autres...

On peut être sûr que l'État trouvera les 400 millions d'euros manquants. Les économies budgétaires, c'est bon pour le logement, les écoles, les

retraites et la Sécurité sociale. Pour les troupes et la « grandeur de la France », qu'il s'agisse de défendre les dictateurs amis, les capitalistes français ayant des intérêts dans des pays « troublés » ou la politique de rapprochement avec les États-Unis, le budget de l'État est toujours ouvert !

P. G.

Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE N° 112
(avril 2008)

Les élections municipales des 9 et 16 mars 2008

- Élections municipales de 2008 : un désaveu pour le gouvernement et sa politique
- Les résultats de Lutte Ouvrière et ceux de la Ligue Communiste Révolutionnaire
- Documents
- Résultats

Prix : 1,50 euro – Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro